le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

L'Italie sous la botte

La répression s'abat sur des anarchistes italiens.

M 02137 - 1403 - F: 2,00 €

2€

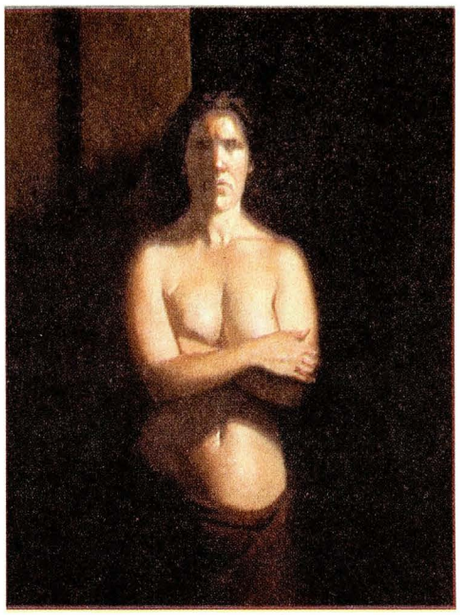
ISSN 0026-9433

« Égalisation des droits de la femme - droits politiques aussi bien que socio-économiques- avec ceux de l'homme.» Michel Bakounine

hebdo n° 1403

du 16 au 22 juin 2005

Sommaire



La **grève** des diffuseurs de presse, par Ramón Pino, *page 5*

Autruche, que vois-tu venir ?, par F. Ladrisse, *page 5*

Villepin-Sarkozy, la bête bicéphale, par Patrick Schindler, *page 6*

Chili, l'armée tue sans guerre, par les Relations internationales de la FA, *page 7*

Nature et société, par Daniel T., *page 8*

Tout s'achète, tout se vend, réflexions sur l'art, par Palem, *page 9*

Éthiopie, régime répressif à Addis-Abeba, par Hailé Chébéli, *page 10*

Société et individu, pour d'autres conceptions, par Jean Montjot, *page 11*

De Jack Henry Abbot, ***Dans le ventre de la bête,*** par El Mirador, *page 13*

Management et capitalisme, blanc bonnet et bonnet blanc, par Gwenolé Kerdivel, *page 14*

Le peuple de France est-il soluble dans le non ?, par Jacques Langlois, *page 15*

Richesse et anarchisme, par Nestor Potkine, *page 18*

Pepita Carpena (1909-2005), par le CIRA-Marseille, *page 19*

Jacob Law, N'autre école, *page 20*

Vie du mouvement, *page 22*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

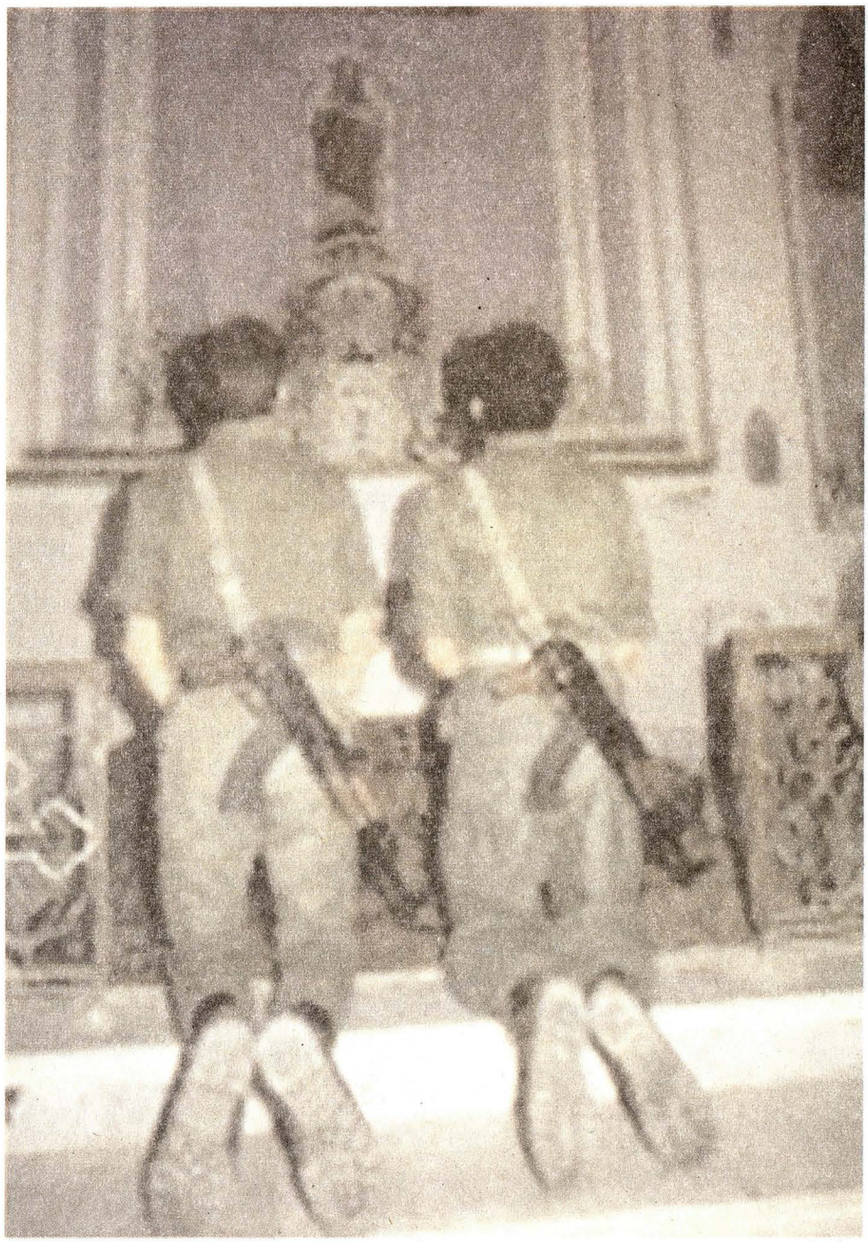
Notre couple de premiers ministres semble bien s'entendre. il faut dire que leurs staffs respectifs ont bossé comme des dingues pour gommer dans leurs discours de politique générale tous ce qui pourrait marquer leurs divergences. La politique sur l'immigration est un bon exemple de ces tripatouillages sémantiques : Nicolas, dont les dada en la matière sont la mise en place de quotas et la discrimination positive, a éliminer ces mots de son discours, du coup Dominique peut adhérer à la politique qu'il rejetait quelques semaines auparavant.

En ce qui concerne la politique sociale, après avoir reçus les « forces vives de la nation », le nobliau de Matignon ne semble avoir retenu de ses entretiens que les injonctions du baron et du frangin à Nicolas. Il faut dire que le social pour ces français de la haute, cela veut bien naturellement dire aider les pauvres patrons en difficultés, pour lesquels le code du travail est une entrave inique à leur liberté d'entreprendre. C'est pourquoi les mesures sensées lutter contre le chômage sont plutôt des mesures facilitant les licenciements et favorisant l'emploi précaire à bas prix. Un nouveau type de contrat de travail, point de départ vers la fin programmée du contrat à durée indéterminée, offrira aux employeurs la possibilité, pendant 2 ans, de licencier du jour au lendemain. Moyennant une prime de 1 000 euros , les chômeurs et les jeunes seront dans l'obligation, sous peine de sanctions, d'accepter n'importe quel travail, à n'importe quel prix. L'abrogation des restrictions de licenciement pour les travailleurs de plus de cinquante ans va permettre de se débarrasserde ces poids morts... En revanche le patronat, lui, se verra offrir de nouvelles exonérations de cotisations patronales, mesure dont depuis dix ans, alors que celles-ci ont été multipliées par 10, on n'a jamais vu d'effet positif sur le chômage.

Enfin bref, suivant en cela Chirac qui au lendemain du référendum, en bon représentant de la France, disait au socialiste Gerhard Schröder qu'il ne fallait tenir aucun compte du non et que le processus de ratification devait continuer, le gouvernement ne tient aucun compte de la volonté des français. La seule leçons que ces pourris de libéralisme ont retenu de cette votation, c'est que dans deux ans cela ne sera peut être plus eux qui tiendront les rennes, et qu'il leur faut en ce laps de temps imposer le maximum de réformes.

Nous ne pouvons pas compter sur les centrales syndicales pour faire entendre notre ras le bol, alors que les dirigeants des deux plus grosses d'entre elles appelait à voter oui. C'est donc bien de la base qu'il faut reconstruire le mouvement social qui balaiera ces abrutis de pouvoir.

Des anarchistes italiens face au «potentiel subversif»



Résumé des derniers épisodes :

12 mai, Lecce : 16 perquisitions, 5 camarades arrêtés, 13 mis sous enquête.

Sur les cinq compagnons de Lecce, l'État italien en a incarcéré trois (Saverio, Salvatore et Cristiani) et placé les deux autres en résidence surveillée (Marina et Annalisa). Tous actifs dans la lutte contre le centre de rétention (CPT) du coin, géré par une institution religieuse, ils sont accusés d'un ensemble de faits spécifiques qui se sont déroulés dans cette ville depuis 2003 : nombreux tags, incendie du portail de la cathédrale, cocktail contre la maison du gestionnaire du CPT, incendies de distributeurs de billets de la Banca Intesa qui gère les comptes de cette institution, peinture contre un Benetton, sabotage de pompes Esso (fournisseur des troupes en Irak), révoltes dans le CPT. Ils sont également inculpés d'association subversive avec huit autres personnes laissées en liberté provisoire. Ces arrestations s'accompagnent de 16 perquisitions d'habitations et de locaux dans toute l'Italie (Lecce, Aoste, Turin, Trente, Trieste, Chieti, Cagliari, Taranto, Catania). 19 mai, Sardaigne : 56 perquisitions, 7 arrêtés, 26 mis sous enquête. Les 56 perquisitions se sont déroulées principalement en Sardaigne, mais aussi à Viterbo, Rome, Gênes et Foggia. 3 personnes sont mises sous enquête pour « propagande et apologie subversive », 16 autres pour des

complicités de délits. 7 sont immédiatement mises en résidence surveillée pour « association subversive », et accusées d'être « militants ou adhérents » du centre de documentation anarchiste de Cagliari. Pour les faits spécifiques liés à l'« association subversive », l'enquête part notamment d'un colis piégé reçu par la caserne de carabiniers de Stampace, et de l'incendie du siège électoral de Forza Italia (parti de la coalition gouvernementale, auquel appartient Berlusconi) le 12 juin 2004 à Quartu Sant'Elena, pendant les élections européennes et régionales.

24 mai, Turin : 10 perquisitions. Neuf domiciles de compagnons actifs dans la solidarité avec les immigrés en lutte (le centre de rétention de cette ville était encore en révolte il y a peu) sont perquisitionnés, de même que le centre de documentation "Porfido". 26 mai 2005 : 110 perquisitions, 10 arrestations. Les différentes unités policières (carabiniers, antiterrorisme, RG, police) sont intervenues lors de deux opérations différentes. La première fut dirigée par le procureur de Bologne, et concerne l'enquête sur la Fédération Anarchiste Informelle (FAIn). Elle a conduit à près de 84 perquisitions dans toute l'Italie (Bologne, Modène, Macerata, Firenze, Pistoia, Teramo, Chieti, Turin, Como) et a l'arrestation de sept compagnons. 21 personnes sont alors mises en examen pour "association subversive à finalité terroriste", notamment de Bologne mais aussi Urbino, Pistoia, Rome, Viterbo et Pescara. Les sept incarcérés sont donc accusés d'association subversive avec la "Cooperativa artigiana Fuoco e affini", qui a revendiqué plusieurs actions explosives depuis 2001 (notamment pendant le G8, avant de rejoindre la FAIn). Ils sont aussi tous accusés de « propagande subversive », par la diffusion web et le bulletin de la Croce Nera Anarchica (Croix noire anarchiste, équivalent italien des Anarchist Black Cross). Le site internet a bien sûr été fermé par la police. De plus, trois compagnons sont accusés plus précisément d'être les auteurs des actions de la « Cooperativa... » (envoi de lettres piégées, fabrication et pose d'engins explosifs contre les flics, les matons, les médias), et deux autres d'une tentative de braquage le 19 décembre 2001, à Bologne. La seconde opération fut menée par le procureur de Rome Salvatore Vitello, et concerne trois actions : attaque à l'explosif contre le tribunal de Viterbo, tentative manquée contre un service de réinsertion du ministère de la justice à Viterbo et saccage d'un McDonald's suite à une manifestation. Elle a conduit à près de 26 perquisitions dans plusieurs régions et à cinq arrestations. Les cinq sont accusés d'« association subversive constituée en bande armée », équivalent en France de l'association de malfaiteurs, et d'être « coauteurs » de l'attaque contre le tribunal.

Le ministre de l'Intérieur Pisanu a bien entendu profité de l'occasion pour ressortir son bla-bla visant les anarcho-insurrectionalistes, précisant que « personne ne devrait plus ignorer ou sous-estimer le potentiel subversif que peuvent cacher les épisodes de violences mineures ou d'illégalité diffuse ». Avec une courte avance sur Sarko, il tente ainsi de convaincre que la distance politique séparant le fait de militer dans un centre de documentation du terrorisme aveugle est réduite à peu de choses. L'idée de guerre préventive se décline donc désormais, et s'applique aux militants politiques, lesquels sont poursuivis du seul fait de leur possible dangerosité. La théorie du « potentiel » guette le bon moment, et quand les faits le permettent une répression du type de celle que vit nos camarades italiens s'abat sur les militants. A nous, donc, d'être vigilants, de ne pas laisser prise à ces délires paranoïdes nés des cendres du Worl Trade Center, à nous de dénoncer sans cesse l'amalgame grossier entre « violences mineures » (Pisanu lui-même reconnait le caractère secondaire de ces violences) et les actes meurtriers de plus grande amplitude. Nous qui dénonçons le terrorisme, nous serons peut-être un jour condamnés en son nom ! Ce n'est pas le pire paradoxe de la logique sécuritaire, laquelle nous conduit droit vers un contrôle global des individus, vers une organisation politique à caractère totalitaire. « Illégalité diffuse », qu'il dit, le ministre Pisanu. C'est bien pratique, cette histoire-là, à y réfléchir deux minutes en fait ça permet : tout. Rien de tel pour exciter les flics.

Pour l'heure c'est en Italie que les flics s'excitent. Au total, pas moins de 190 perquisitions, 22 arrestations et des dizaines d'inculpations pour « association subversive » ont donc frappé nos camarades. En à peine deux semaines, de nombreuses villes et régions, de la Sardaigne à Bologne, ont connu des vagues de perquisitions qui rappellent tristement les années de plomb. 13 des compagnons arrêtés sont toujours détenus, les autres, toujours placés en résidence surveillée. Rappelons que l'an passé, plusieurs arrestations avaient conduit à des condamnations, et plusieurs compagnons croupissent toujours en taule, en attente de leurs procès.

Solidarité active...

Sources : A-infos, http://paris.indymedia.org, classé en anonyme et néanmoins signé solital (pour solidarité Italie).

Grève
chez les diffuseurs de presse

Comme nous vous l'annoncions il y a peu (n° 1400 du *Monde libertaire*), les menaces de grève chez les diffuseurs de presse se sont précisées au début juin. Que demandaient-ils? D'abord un meilleur réglage des flux de publications envoyées par les éditeurs. Ensuite, une augmentation de 5 % de leur commission sur la vente des publications magazines.

Depuis un an, trop de rancœurs, de malaises et de promesses non tenues ont eu raison de leur patience, d'où l'appel à une semaine de grève commençant le lundi 30 mai, journée de gros tirages des quotidiens (résultat du référendum oblige!). Les journaux sentant le vent du boulet étaient les premiers à réagir en proposant une augmentation de 1 %, alors qu'au départ les revendications s'adressaient aux seuls magazines et non pas aux quotidiens.

Devant le refus d'annuler le mot d'ordre de grève, les messageries vidaient leurs centres de toute marchandise, et certains quotidiens mettaient sur pied un plan de secours pour se distribuer eux-mêmes devant les postes fermés.

Les grévistes répliquaient en empêchant ces ventes supplétives dans certains quartiers, en bloquant l'imprimerie du *Monde*, en organisant des sit-in dans la rue (notamment rue de Rivoli) et, surtout, en allant bloquer la nuit du 31 mai deux des quatre centres des NMPP (Nouvelles Messageries de presse parisienne). Résultat: plus de 800 points de vente non livrés le lendemain (ni magazines ni journaux). Du coup, les éditeurs recevaient une nouvelle fois les deux organisations professionnelles et se montraient un peu plus généreux (*ma non troppo*).

Les grévistes rassemblés sur le lieu des négociations acceptaient à la quasi-unanimité ces toutes dernières propositions, à savoir:

– Création d'une commission technique chargée de mettre sur pied un nouveau système de réglage des publications distribuées, qui devra être opérationnel dès septembre.

– Augmentation de la commission des diffuseurs de 1,5 % sur les quotidiens et également de 1,5 % sur les magazines, ceci sans condition pour les kiosques. En ce qui concerne les libraires, l'augmentation variera de 1 à 2,5 % suivant le volume de titres reçus et à la condition qu'ils s'informatisent (installation financée par l'État à hauteur de 80 %).

À noter qu'il s'agit là de la première augmentation de commission arrachée aux éditeurs depuis plus de quarante ans. On peut regretter que sur plus de 1000 points de vente dans Paris, il n'y ait eu qu'une centaine de grévistes, kiosquiers pour la plupart, mais suffisamment déterminés toutefois pour obtenir rapidement des concessions des éditeurs, qui voulaient assujettir l'augmentation des kiosquiers à la condition d'amplitude horaire (comme si 12 à 15 heures quotidiennes, 6 jours par semaine ne suffisaient pas!), avant d'admettre la notion de « pénibilité » de ce travail.

Reste maintenant à surveiller l'application de ces mesures: augmentations effectives en juillet 2005, et surtout régulation des livraisons à partir de septembre 2005.

Mais la démonstration est faite: à mille comme à cent, dans la presse comme ailleurs, seule la lutte paie!

Ramón Pino

Quand l'autruche éternue...

I have a dream
« En France, il y a trop de rêves qui ne se réalisent pas. » Dominique, de Villepinte.
Trouver enfin du taf, un logement à peu près correct, en finir avec les fins de mois difficiles qui commencent le 5, autant de « rêves » qui le resteront sous ton règne. Il est un rêve pourtant, partagé par une grande majorité de Français, qu'il te serait facile de réaliser: casse-toi!

Alléluia
« C'est ma résurrection! » De Villiers.
Le vicomte remercie vivement les électeurs de gauche, grâce auxquels il est revenu à la vie. Eh, camarade noniste, t'as pas un peu les glandes?

Pour faire simple
« Je propose d'élaborer un programme commun franco-allemand social-démocrate écologiste radical. » Francine Bavay, de Les Verts.
Ouais! Et anti-libéralo-pacifisto-alternativo-dadaïste!... Après, ça vient pleurer: nos électeurs ne nous comprennent pas...

Qu'est-ce que je dois faire (j'sais pas quoi faire)
« Qu'est-ce que je dois faire maintenant ? Eh bien, je dois considérer que le vote a eu lieu. » Hollande.
Bel effort, en réalité. A croire que le 29 mai au soir, monsieur avait décidé de faire comme si il n'y avait pas eu de vote. Maintenant que monsieur a accepté d'en tenir compte, son premier acte fort est de virer Fabius de la direction nationale. Sans pour autant plaindre ce dernier (faut pas pousser non plus), on rappellera cependant qu'il n'y a pire sourd que...

Son travail
« Je suis là pour faire mon travail, et mon travail c'est de débarrasser la France des voyous. » Sarko-le-Terrible.
Aussi je vous demande de m'aider, quand dans deux ans je m'attaquerais au tout premier d'entre eux.

Passe-moi le poivre
« L'outre-mer apporte à notre pays l'amitié du proche et le sel du lointain. » Dominique, de Villepinte.
Quand j'habitais Villepinte j'ai bien connu un Dominique, mais je crois pas que c'était le même. Il était poète, comme l'autre, il chantait dans un groupe de rap: l'outre-mer nique la tienne / l'amitié nique ta mère /et comme c'est toi le plus proche / oublie pas de ramener le sel. Et le poivre.

La gerbe
« Le plus grave, en ce lendemain de cuite, n'est pas pour l'Europe, c'est pour la France. » Jacques Julliard.
Faut pas boire tant, Jacquot, c'est mauvais pour toi tu sais bien, après tu vomis sur les pages et la stagiaire du Nouvel Obs' croit que tu viens de livrer l'édito.

Souffrance
« Aujourd'hui, pour la première fois de ma vie, je ne peux pas voter. Souffrance. » Juppé.
Croit bien que nous souffrons avec toi, Alain. Encore que... Il ne te reste toi que quelques mois à en baver: tu recouvreras bientôt tes droits et toute ta place au sein de l'échiquier politique. Et nous, pendant ce temps, nous qui ne votons jamais, nous allons continuer de souffrir. Dur...

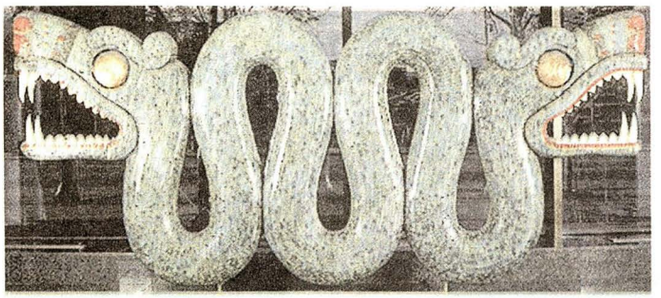
Frédo Ladrisse

(sources: *Le Figaro magazine*, *l'Express*, *Libération*, *le Nouvel Observateur*, *Politis*).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Villepin-Sarkozy

le fléau à deux têtes pour les déviants et les étrangers



L'ARISTOCRATE DE VILLEPIN, nommé Premier ministre, et le populiste Sarkozy, rebalancé à l'Intérieur (il va savoir où il est bien celui-là ?), résument le choix du roi ! Cela dit, à part leur ambition de régner un jour et malgré les apparences, ces deux messieurs, qui se détestent depuis « la trahison Balladur de 1995 », ont bien d'autres points communs. Tous les deux sont des fanatiques du tout-sécuritaire et tous les deux sont fortement soupçonnés de tendances à l'homophobie, pour ne pas dire à la xénophobie. Sarkozy avait ouvert le feu lors de son premier passage par l'Intérieur, avec la mise en place d'une politique d'exclusion contre les individus les plus touchés par le chômage, la précarité ou leur statut d'étranger. Il a également initié la loi de sécurité intérieure et fait preuve d'un acharnement thérapeutique contre les personnes les plus touchées par le sida, comme les prostituées ou les toxicomanes.

Quand de Villepin l'a remplacé, celui-ci n'est revenu sur aucune des mesures de son prédécesseur. Pire, il n'a fait que renforcer son plan sur l'immigration qui a encore aggravé l'oppression et le flicage des personnes étrangères. Les voilà à présent réunis.

Sang bleu à l'encre pas du tout sympathique...

Fils de sénateur, énarque, diplomate de carrière, de Villepin a été élevé durant les Trente Glorieuses dans le confort douillet des villas bourgeoises des Français expatriés. Moulin à paroles, beau phraseur, il se perd souvent en formules nébuleuses et nostalgiques sur la grandeur de la France qui lui font dire, par exemple, que « la politique moderne n'est pas ce qu'attendent aujourd'hui les Français »[1], ou bien d'autres banalités historico-philosphico-post-romantiques qui ne veulent rien dire, du style : « Nous sommes entrés dans le temps des peuples. »

Néanmoins, il paraît que les chefs d'entreprise et les journalistes apprécient beaucoup ses verbatim et chez lui « les intellectuels parlent de tout, mais surtout pas de politique ». Ce monsieur faisait très chic aux Affaires étrangères, et un sondage INSEE le qualifiait même d'élégant. Élégant certes, et l'on pourrait presque aller, en citant un passage d'une de ses œuvres, jusqu'à le qualifier de pédant, mais aussi de légèrement xénophobe : « Tant d'humains de couleurs, cultures et croyances différentes farouchement agrippés à leurs amulettes et à leurs totems, s'éloignant de cet homme là-bas, marchant à grands pas, en silence sur la ligne de crête, construisant une à une les marches de l'esprit, ouvert à tous les vents. »[2]

C'est beau comme du Saint-John-Perse ! Il y a quelques semaines, il mettait en avant le concept de « pays sûr », dans le cadre de son Plan d'action sur la lutte contre l'immigration irrégulière, qui pourrait priver des personnes persécutées, en raison de leur orientation sexuelle du droit d'asile en France. Côté homophobie, il a toujours soutenu les positions réactionnaires de Chirac vis-à-vis des homosexuels, faisant preuve, par exemple, de beaucoup de mauvaise volonté dans l'octroi du visa long séjour pour les partenaires étrangers pacsés avec des ressortissants français.

... et héros néo-populiste de la tranquillité des quartiers

Pour sa part, Sarkozy, l'obsédé du résultat sur fond de libéralisme économique est très apprécié des « ménages paranoïaques des banlieues difficiles ». Mais il n'a pas de plus grands admirateurs que ses amis de la police, qui selon la grande presse se déclarent « ravis de l'annonce de son retour à l'Intérieur ». En effet, lors de son premier passage, il avait regonflé le moral aux condés déprimés, à tel point que, depuis, Amnesty International, dans son dernier rapport, ne savait plus où donner de la tête.

L'association relevait qu'en 2004 les violences policières illégitimes alléguées, dont a été saisie la « police des polices », ont augmenté de 18,5 %, pour la 7e année de hausse consécutive. Pour Amnesty, ce phénomène s'explique, en partie, par la position du ministère de l'Intérieur sur la « reconquête de certaines banlieues qui seraient devenues des zones de non-droit ».

Un discours pris au pied de la lettre par des policiers qui, selon l'association, se considèrent comme « une force engagée dans un conflit contre un ennemi ». De fait, les bleus ont annoncé clairement qu'ils l'attendent avec impatience, afin qu'il « mène à terme les réformes qu'il avait engagées alors ». Ça promet, et Le Pen peut songer tranquillement à sa retraite ! Pour sa part, Sarkozy est ravi de son retour Place Beauvau, qui lui permettra de remettre la main sur la DST, les RG et tutti quanti. Pour rappel, en 2002, Sarkozy proposait l'autorisation du fichage génétique des suspects, l'augmentation des possibilités de perquisitions et des écoutes téléphoniques, la pénalisation de la mendicité et de la prostitution et le renvoi à la 36e heure de garde à vue, l'entretien avec un avocat. Il a pratiquement pu tout faire passer. Maintenant, question homophobie, il n'est pas en reste non plus, puisqu'il s'est illustré en s'entêtant à protéger le député homophobe Christian Vanneste, malgré ses promesses de l'exclure, sous la pression des militants d'Act-UP.

Il nous avait pourtant semblé comprendre, même si tous les anarchistes et autres abstentionnistes n'ont pas par essence tous voté, que le non au référendum signifiait un non au libéralisme et se voulait, entre autres, exprimer un désir de retour à des politiques plus mutualistes. Mais visiblement, « la France des gueux » n'a pas réussi à se faire entendre, et c'est plutôt la guerre aux pauvres que déclare Chirac en nommant ces deux messieurs, accompagnés par une ribambelle de ministres ultra-libéraux. Renforçons nos luttes, camarades !

Patrick Schindler
Groupe-claaaaash@federation-anarchiste.org

1. En revanche, on n'a rien contre le retour exceptionnel de la guillotine !

2. Le titre ne s'invente pas : « La mouette et le requin ». Pour ne pas avoir lu le bouquin, on en suppose pas moins que l'homme qui s'éloigne sur la crête là-bas ne peut être que l'auteur lui-même ?

Chili

l'armée tue encore

26 morts et 19 disparus : voici le triste bilan (au 24 mai 2005) d'un exercice militaire qui s'est déroulé le 18 mai sur les pentes d'un volcan, près d'Antuco, dans le sud du Chili. Les conscrits qui sont décédés ont dû obéir aux ordres criminels d'un officier qui savait pourtant que l'équipement inadapté des recrues ne résisterait pas au « vent blanc » qui souffle en tempête dans cette région.

Alors que la justice militaire assure les familles qu'elle fera son devoir pour désigner les coupables, l'armée achète le chagrin des familles en leur octroyant d'ores et déjà des sommes d'argent, et la garantie que les tombes des malheureux seront des concessions à vie...

Pendant que l'émotion reste vive dans tout le pays, les antimilitaristes, objecteurs et insoumis à l'armée chilienne de nombreuses villes du pays (Santiago, Antuco, Arica, Iquique, Chillán, San Vicente, Talca, Linares, Racagua, Valpo, Linares, etc.) se sont manifestés pour demander notamment la levée du secret militaire et une investigation civile sur le drame.

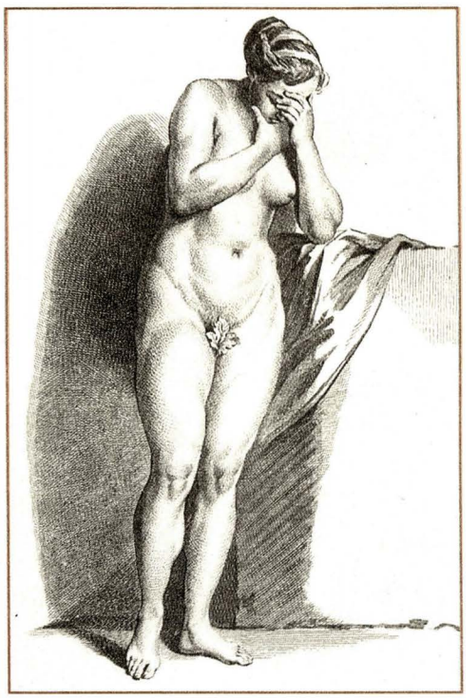
L'objectif de ces protestations de solidarité avec les familles des victimes est de dire que chaque année, l'armée chilienne charrie son lot de sacrifiés, jeunes hommes et femmes des classes défavorisées à qui on offre l'armée comme une échappatoire à la misère sociale.

C'est pourquoi les antimilitaristes chiliens (Ni casco ni uniforme, le MOC, des objecteurs et objectrices-insoumises, etc.) demandent aux jeunes gens du pays d'objecter, de ne pas se faire recenser pour le service militaire, et d'utiliser le recours à la désobéissance civile, à l'insoumission au service militaire et au militarisme social.

Relations internationales de la FA

Pour information, le site internet d'antimilitaristes chiliens : www.objecion.cl

Nature & société



Dans leur volonté d'égalitarisme forcené, transcendantal, les féministes radicales, tenantes de l'anti-naturalisme, sont en contradiction avec elles-mêmes en ce qu'elles veulent de toute force, et par toutes sortes d'arguments spécieux et irrationnels, prouver que les femmes et les hommes sont strictement égaux de naissance, et que seule la culture et l'éducation déterminent le genre. En cela, ells retombent dans un déterminisme de nature.

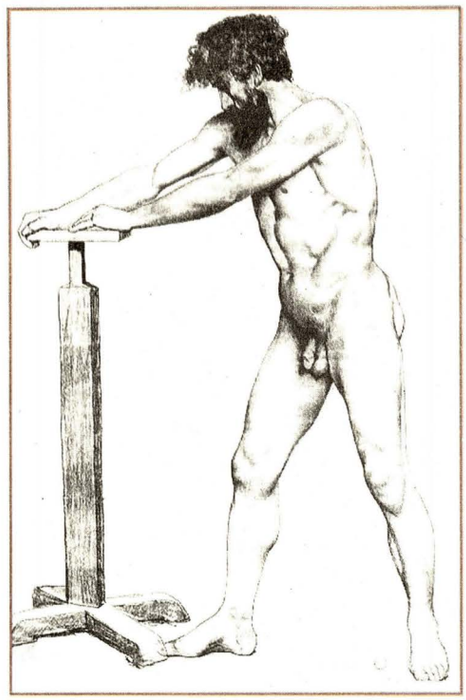
Leurs efforts sont pathétiques et vains car pour invalider leur dogme, il suffit d'un seul fait qui le contredise. En effet, pour prouver qu'une hypothèse est fausse, il suffit d'un contre-exemple. Et ceux-ci sont nombreux. Mais elles ne s'embarrassent pas de logique, pétries qu'elles sont d'idéologie, voulant conformer la réalité à leur catéchisme. Elles nuisent en cela au concept même de genre qui, s'il est compris comme une discrimination sociale superposée à une différence de nature, est une explication pertinente de l'oppression des femmes et un moyen de forger des instruments de lutte.

Une autre faute de logique est de confondre différence et hiérarchie. Deux objets différents n'impliquent pas forcément l'infériorité de l'un par rapport à l'autre. C'est le même genre de raisonnement qui justifie le racisme ou l'homophobie.

Elles commettent de plus une faute politique en plaçant l'égalité sur le terrain psychologique, alors que l'égalité est une conquête sociale promulguée (déclarée) grâce à notre liberté, et une condition de cette liberté. C'est une volonté politique découlant de notre quête de justice sociale. L'égalité n'est pas innée, nous la voulons et nous la défendons, sociale et économique, parce qu'elle est l'aboutissement de notre besoin de justice et de la bonne compréhension de nos intérêts sociaux.

Mais le fond du débat est la conception même que nous avons de l'humain. Car cette conception détermine les luttes d'émancipation. D'un côté, celui des féministes radicales, on tient pour la théorie de la page blanche. Nous serions uniquement le produit de notre éducation, et tels les chiens de Pavlov, nous réagirions en fonction de notre conditionnement social. C'est faire l'impasse sur l'anthropologie et les millions d'années d'évolution qui nous ont faits, superposant au cerveau reptilien qui gère nos instincts et nos émotions le cortex et le néocortex. C'est faire fi des instincts et réflexes qui se sont développés au cours de notre évolution et qui assurent encore aujourd'hui notre survie. C'est nier la différentiation sexuée qui est apparue dans les règnes végétal et animal bien avant l'apparition des mammifères. C'est surtout penser que l'enfant est une pâte malléable que l'on pourrait façonner à sa guise. Les savants soviétiques avec Lyssenko avaient théorisé la transmissibilité des caractères acquis et prôné la création d'un homme nouveau, l'*homo sovieticus*. Ces théories comportementalistes (behaviourisme) ont été invalidées. Voudrait-on aujourd'hui inventer l'*homo anarchicus* ?

La théorie de la page blanche fait l'impasse sur la réalité bio-psychologique et historique. L'homme est social depuis sa préhumanité. La grégarité lui a été transmise par les primates ses ancêtres. On peut parler chez l'homme d'instinct social, en ce que cette socialité, antérieure même à l'évolution, a laissé stratifiés en nous des restes d'animalité que l'on retrouve dans nos comportements contemporains ; par exemple les réactions de peur, de fuite ou les modes de séduction. Cette animalité est parfois vitale pour la sauvegarde



de notre intégrité. Il est dangereux et angélique de nier cette part animale qui est notre fondement, car cela nous conduit individuellement a des névroses, collectivement à des moralismes inquisiteurs et rédempteurs, à un angélisme pour le coup essentialiste. On ne se débarrasse pas d'un coup de théorie de quatre millions d'années d'évolution. Je crois plus judicieux de comprendre et d'accepter cette animalité qui est inscrite dans le fond de notre inconscient pour pouvoir la gérer, l'intégrer à un fonctionnement social épanouissant pour l'individu. Tout refoulement conduit à des névroses. Tout renoncement conduit à des psychoses autoritaires, moralistes ou éducationnelles. Il ne s'agit pas de changer l'être humain, mais de créer une société où il s'épanouisse dans la liberté, l'égalité et la fraternité. Il est donc primordial de le connaître le plus objectivement possible et de ne pas tomber dans le travers d'un humain que l'on voudrait, d'un archétype construit d'après nos aspirations idéalistes. Car alors, à l'instar des religions, nous construirions un enfer « castrateur », pavé de bonnes intentions.

Notre conception de l'être humain conditionne la forme de société que nous souhaitons et, par-là, nos choix politiques et la définition de nos luttes. Tout l'effort de civilisation consiste à socialiser nos pulsions.

Les femmes et les hommes ne sont pas égaux par principe, mais parce que nous le décidons, le déclarons (*Déclaration des droits de l'homme*). C'est une volonté politique affirmant

l'égalité comme facteur essentiel de l'épanouissement de l'individu et de la société. La formulation : « Les hommes naissent libres et égaux » prête à confusion. Nous devrions dire : « La société décide et garantit qu'à leur naissance les hommes et les femmes sont libres et égaux. » Car, comme dit le Karamazov de Dostoïevski, « tout est permis », la condition humaine ne répond à aucune transcendance, et aucun principe supérieur ne s'oppose à une société inégalitaire, totalitaire ou esclavagiste que notre choix politique.

Si le concept de genre est une bonne description de la réalité, qui permet de définir des axes d'action pertinents, il est très mal défendu par certaines et certains féministes qui tiennent un discours non rationnel, et parfois antiscientifique (les scientifiques sont des suppôts du patriarcat et leurs méthodes sont biaisées par leurs préjugés sexistes). Par exemple, prendre pour référence les enfants sauvages pour définir la nature humaine est une imbécillité sinon une idiotie. Et ce pour deux raisons. La première étant qu'ils ne sauraient constituer un échantillon représentatif par leur rareté. La deuxième est que l'homme étant un animal social « par nature » (par la sélection naturelle de la sociabilité), ces enfants sauvages souffrent de carences psychiques et émotionnelles qui font qu'ils ne sont pas et ne deviennent pas des hommes malgré toutes les tentatives d'éducation. C'est comme si on prenait l'exemple d'un gâteau brûlé pour affirmer que tous les gâteaux ont goût de charbon.

Les affirmations de certaines féministes radicales ont un côté théologique, car elles cherchent à prouver que Dieu a créé hommes et femmes égaux. Mais l'égalité n'existe pas dans la nature. C'est un concept politique. La rechercher à la naissance est de l'essentialisme. Les êtres humains ne naissent ni égaux ni inégaux.

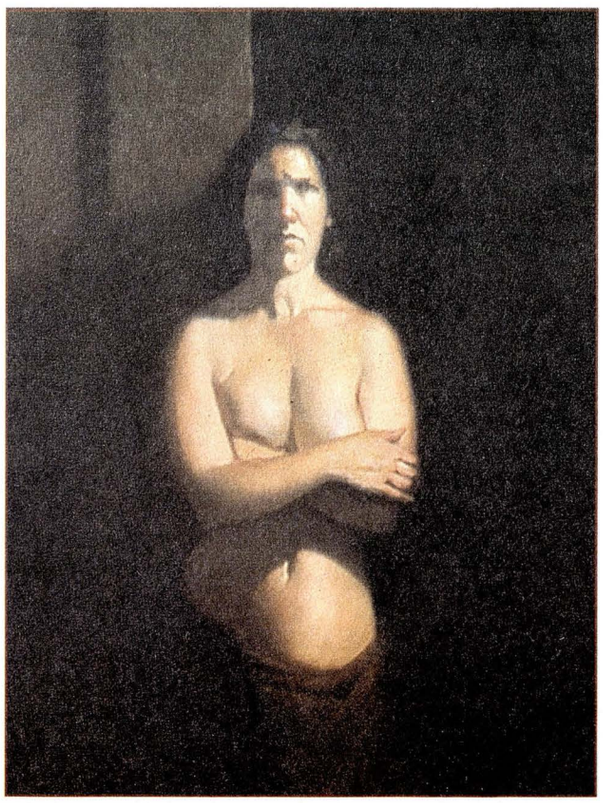
Pour finir, je vous laisse méditer sur ces citations qui mettent en exergue l'opposition entre les conclusions bourgeoises de Freud (sous la pression de son milieu) et celles libertaires de Reich.

« La culture doit son existence au refoulement de l'instinct et au renoncement à l'instinct. » S. Freud

« La répression crée la base psychologique collective d'une certaine culture, à savoir la culture patriarcale. » W. Reich

Daniel T.

Note : La différentiation n'est pas homme/femme, pas binaire, tranchée, mais graduelle, suivant une courbe gaussienne. Plus on s'éloigne de la moyenne, plus le nombre d'individus est restreint.



Au secours l'artiste !

TOUT SE MARCHANDE, tout s'achète, tout est marché, même jusqu'à l'art, on le sait. Quelque chose me reste cependant en travers de la gorge pour me faire croire encore que l'art, comme dans ses années les meilleures, peut être encore un fabuleux vecteur des messages insurrectionnels les plus brillants dans ce monde où chacun se voit englué dans sa propre vie et sa propre routine, n'étant plus à la fin qu'un coût de production et une source de consommation dans la grande optique libérale globale. Artiste engagé ? Mais enfin madame, un artiste est là pour divertir, pas pour se lever, pas pour gueuler, pas pour nous faire voir la réalité, l'oppression et le sang quotidiens. Ah ! qu'il est fabuleux ce siècle qui arrive, ces vedettes préfabriquées à qui on ne demande plus rien et qui nous anesthésient encore et encore, ces peintres de monochromes à s'en exploser la cervelle de contemplations métaphysiques, ces poèmes bas de plafond et naïfs, ce monde entier qui devient un gigantesque spectacle où les cadavres font vrai tellement ils sont réels, où la vérité ne se joue plus au débat d'idées mais au coup médiatique, j'en passe et des meilleures dont nous sommes bien conscients si nous cherchons à gratter un peu au-delà des images. Quid de l'art dans cette partouze de bonheurs occidentaux ? Exit les années 1920 et 1930, exit Dada et sa désinvolture, exit les surréalistes et leur permanente provocation, exit Gide, Camus, Malraux en Espagne, les années de contestation de 1960, tout coule aujourd'hui, tout est lisse, pas un remous. L'horreur pour trouver le moindre artiste qui va au-delà du petit mot timide sur scène contre l'hégémonie américaine ou l'homogénéisation des pensées. L'horreur pour ouvrir enfin un recueil de poèmes qui vous donne envie de tout de suite descendre dans la rue ou d'organiser des rassemblements de citoyens engagés et volontaires dans l'action. Plus de Ferré virulent et artistiquement génial, plus de nouvelle forme d'art révolutionnaire, tout est déjà vu et revu, exploité, copié, réarrangé, plus rien de nouveau n'est possible. La révolte ? Un fabuleux fond de commerce ! Exploitons le côté rebelle à son maximum ! Fringues, musiques qui se veulent agressives et contestataires, modes diverses, attitudes sous pressions consommatrices, quelle source de profits !

Sortons l'art des oubliettes et de son vrai sens ! L'art a depuis trop longtemps cessé d'être perçu comme une menace contre le conformisme et l'engluement des idées. L'art a perdu son sens fédérateur, son identité propre, héritage de décennies de contestation enragée. Donnons-lui une finalité, celle d'être un moyen. Un moyen idéal d'amener à une révolte efficace et honnête. Une révolte qui ne fait pas que ruminer dans son coin ou dans le fond d'une salle de réunions, mais bien cette révolte que nous attendons tous, où chacun montre sa volonté dans l'action libertaire et dans la construction d'un nouvel avenir. Un avenir qui peut mettre fin à l'atomisation des individus encouragée par la société de consommation qui aveugle et infantilise, et qui brisera le moule des pensées humaines.

Je crois, en tant qu'artiste jeune mais ambitieux dans l'action, en une nouvelle forme d'art qui n'est plus une fin mais un moyen, faute de mieux, d'arriver à ce changement que nous attendons.

Palem

Éthiopie

Manifestations et répression à Addis-Abeba

Suite aux élections législatives qui ont eu lieu le mois dernier en Éthiopie, le pays bouge. Pour la première fois, des élections réellement pluripartites se sont organisées, et les partis d'opposition ont enfin pu faire entendre leur voix, malgré les tentatives d'étouffement par le pouvoir de Meles Zenawi, en place depuis treize ans. En effet, le leader de l'EPRDF (Front démocratique populaire révolutionnaire d'Éthiopie), qui a renversé le régime stalinien de Mengistu, a monopolisé toutes les facettes du pouvoir actuel.

Ces élections ont été perçues comme une véritable bouffée d'air par la population éthiopienne, qui a vu s'ouvrir une porte vers une véritable démocratie, peut-être la première sur le continent africain.

Mais, comme d'habitude, le régime répressif s'est mis en place très rapidement, afin de faire taire toutes les voix contestataires, et le gouvernement a montré son vrai visage, travesti pendant une période pour plaire aux organisations internationales. Les manifestations ont vite été interdites, ainsi que les rassemblements, si pacifiques qu'ils soient. Les rues d'Addis-Abeba ont été vidées de toute la lie de la société, petits mendiants, vendeurs à la sauvette, qui ont été déplacés à quelque cent kilomètres de la ville, et lâchés dans la nature, sans autre moyen de transport que leurs pieds nus pour rentrer à la capitale. La police d'abord, les troupes spéciales ensuite, ont organisé des patrouilles quadrillant la ville, renforçant le sentiment de défiance, de peur, voire de haine envers le régime. Des blindés ont fait leur apparition en ville, de manière sporadique, et un camp des « bérets rouges », les forces spéciales inféodées à Meles, a été installé aux abords de la ville.

Addis-Abeba, tombée aux mains de l'opposition dès les premiers résultats du scrutin, est donc devenue une véritable forteresse où la moindre velléité de démonstration d'opposition serait réprimée. Là est la véritable démocratie éthiopienne qu'ont encensée tous les dirigeants occidentaux.

6 juin 2005

Le 5 juin, suite aux résultats partiels des élections, l'opposition est remontée au créneau pour dénoncer des fraudes dans un grand nombre de circonscriptions et pour demander la tenue d'un nouveau scrutin. La commission électorale a alors porté plainte contre les deux principaux partis d'opposition pour « diffamation », pour avoir dit que la commission était inféodée au pouvoir en place.

Le soir même, des mouvements étudiants appelaient à la grève et à l'arrêt des cours. La police entrait alors sur tous les campus et poursuivaient les étudiants jusque dans les couloirs, selon certaines sources.

L'intimidation ne semble pourtant pas avoir réellement pris, puisque aujourd'hui lundi 6 juin, toutes les universités se sont réveillées bouclées par un important dispositif de « sécurité », destiné autant à empêcher les gens d'entrer que de sortir.

Il s'est avéré que les manifestants étaient d'ores et déjà à l'intérieur des campus et que les slogans allaient bon train. Aux cris de : « Ils ont triché ! » et de « Melès dehors ! », ils réclamaient le départ du gouvernement sortant, accusé d'avoir trafiqué les urnes, et donné gagnant par la commission électorale, incriminée plus tôt d'accointances avec le pouvoir.

Les hommes en bleu, que l'ont m'a désignés comme étant, non la police, mais les forces spéciales, sont entrés et ont repoussé les manifestants au fond du campus, jusqu'à les encercler et les forcer à s'asseoir. Cela ne les a cependant pas empêchés de continuer à crier leurs slogans. Les matraques, encore immobiles, se sont alors abattues systématiquement sur les têtes qui parlaient un peu trop.

La situation n'a pas duré longtemps, car quelques minutes plus tard, trois camions aux couleurs de la police fédérale ont passé la grille et se sont garés à proximité. Les policiers ont alors commencé à pousser les manifestants vers les camions, et les ont fait monter dans les remorques.

Cela rappelle certaines périodes funestes de l'histoire mondiale, où la police jouait ce rôle qu'elle apprécie tant, de générateur d'un ordre unique, où la moindre contestation entraîne automatiquement la prison, voire plus.

Hailé Chébéli

Croissance et développement de l'individu

« Pour se révolter contre cette influence que la société exerce sur lui, l'homme doit au moins en partie se révolter contre lui-même. »
Bakounine

Jean Monjot

UN AUTRE DÉVELOPPEMENT de la société suppose une autre conception de l'individu. L'être humain crée la société et y projette ses fantasmes, autant que cette société le conditionne dans son conscient et son inconscient, y trouvant un écho psychique.

Au stade originaire du nouveau-né existe une dissociation entre sa psyché et son corps, perçu comme morcelé et extérieur, mêlé au monde extérieur vécu comme chaotique. Dans la fusion bouche-sein, la psyché retrouve son unité.

« L'évolution des processus psychiques est régie par le principe de plaisir. » (Freud).

Le besoin réel, manger, satisfait, la bouche peut se séparer du sein, fin de la pulsion comme représentation psychique d'une excitation interne, la faim. Eros, élan vers la vie, (élan de la bouche au sein), peut satisfaire l'instinct de Nirvana, plénitude et sérénité dans le plaisir et un sentiment d'amour, par l'extinction de la pulsion. Mais le désir imaginaire tout-puissant veut maintenir cette représentation de la fusion bouche-sein comme unité de moi imaginaire (mais le sein maternel n'est pas le moi réel de l'enfant). Eros ne peut plus satisfaire l'instinct de Nirvana de par la persistance de la pulsion hors du besoin réel. Désir insatiable, sans plaisir possible, naît un vécu de perte de soi imaginaire, de néantisation, avec une haine contre le sein absent.

Le besoin réel est celui du lait, contenu. Le désir imaginaire est celui du sein, contenant, à l'origine de la confusion entre contenant et contenu, forme et sens.

D'intégrer ce vide, cette absence du sein, par la psyché permet à l'imaginaire de se lier au réel et d'y trouver le plein, dans l'abandon du fantasme de toute-puissance. Le vide donne le plein.

Avec l'évolution, la psyché reconnaît le corps comme sien, distinct du monde extérieur, et comme totalité. Le désir imaginaire insatiable se lie au besoin réel et y trouve un plaisir possible dans un sentiment d'amour. Ce lien symbolique entre la psyché et le corps, l'imaginaire et le réel, est source de culture. (Le besoin, c'est manger. Le désir, c'est vouloir du cassoulet au confit de canard. La culture culinaire lie l'imaginaire au réel pour un plaisir possible).

Alternance d'absence et de présence, l'enfant intègre la séparation avec l'autre perçu comme distinct où il se découvre lui-même. Cela suppose que le besoin réel, essentiel, est satisfait, et un environnement favorable où le nourrisson est perçu par son entourage comme individu dans un sentiment d'amour qui unifie le moi de l'enfant. Il n'est pas la continuation des parents. C'est un être nouveau. Il trouve peu à peu son unité, esprit infini et corps fini, et sa totalité dans la continuité et la finitude de l'espace qu'est son corps et du temps qu'est son histoire.

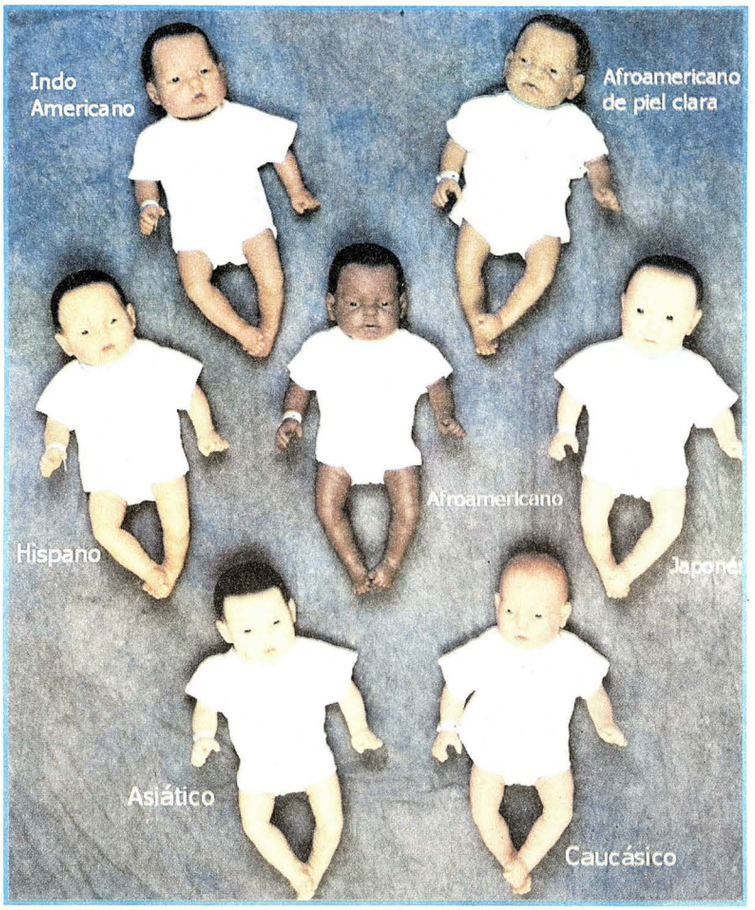
La création mythologique est propre à l'enfant qui, à travers le jeu, apprend à lier son imaginaire et le réel. Le mythe exprime les fantasmes inconscients qui organisent parfois le social. Puis vient la raison. Le mythe devient la métaphore symbolique de l'adulte qui sort des croyances. Le mythe est symbolique quand il offre une issue. Comme le rêve, le mythe n'est absurde qu'au réveil.

Le principe de plaisir s'éprouve dans le principe de réalité où se mêlent matériel, affectif et intellectuel. Un bonheur est possible dans la simplicité et l'authenticité sans poursuivre les richesses et le pouvoir à l'infini, qui relèvent de l'imaginaire insatiable sans lien avec le réel. Cela implique une société favorable au développement de l'enfant.

« Amour admis comme l'un des fondements de la civilisation. » (Freud).

Apprendre les limites à l'enfant est lui rendre service. Le besoin réel, essentiel, doit être satisfait, mais pas forcément le désir immédiat insatiable, coupé du réel. De quitter le fantasme de toute-puissance, le désir ima-

Jean Monjot est adhérent individuel à la FA, Paris.



ginaire se lie au besoin réel pour un plaisir possible. L'enfant tout-puissant n'est pas autonome ni émancipé, mais dépend de la servitude de l'autre qui n'est pas respecté comme tel. À deux-trois ans, l'enfant apprend à dire non. Il en a le droit pour s'affirmer, mais doit entendre le non de l'autre pour le reconnaître comme distinct de lui et s'en séparer. C'est parce que l'on sait dire non qu'on sait dire oui. (Exemple concret. Un enfant veut passer par la fenêtre alors qu'il habite au quatrième étage. Lui dire non est lui éviter un danger dont il n'a pas conscience. Mais l'enfant est sensible à l'intention bienveillante à son égard de cet interdit). Il ne s'agit pas d'autoritarisme ni de pouvoir sur l'enfant pour le conditionner à une norme (ni d'une punition, la récompense est plus efficace pour l'apprentissage), mais de le protéger et de l'éduquer, ce qui ne s'oppose pas à une reconnaissance de son individualité dans un sentiment d'amour. L'enfant n'est pas l'objet du fantasme de l'autre, notamment parental. « L'enfant n'appartient à personne. Il n'appartient ni à sa famille ni à la société. Il n'appartient qu'à sa future liberté. » (Bakounine).

À travers ces limites, l'enfant découvre son réel, son identité, où le respect de lui-même suppose le respect de l'autre dont il se distingue pour devenir peu à peu autonome.

« C'est la personnalité qui doit parvenir à son propre épanouissement. » (Stirner).

L'éducation doit prendre en compte le développement physique, psychique et intellectuel de l'enfant, en respectant le rythme et les capacités propres à chacun. L'école ne doit être régie ni par l'autorité ni par la soumission. « Être libre, voilà la vraie voie. » (Stirner).

L'enfant doit faire sien le savoir en pratique tout en se découvrant pour se connaître lui-même, dans une éducation personnelle où toute la culture est à sa libre disposition, où la pensée se lie à l'expérience réelle dans la liberté de conscience. La liberté a pour limite le respect d'autrui.

L'éducation doit permettre cet épanouissement spécifique à chaque individu.

« Aider l'enfant à se développer conformément à la logique de sa nature : il ne peut y avoir d'autre but que de faire éclore dans la jeune intelligence ce qu'elle possède déjà sous forme inconsciente. » (Élisée Reclus).

L'éducation doit combiner les aspects physique, corporel, manuel et intellectuel, notamment par le jeu qui est le mode d'apprentissage de l'enfant. Le groupe doit être réduit pour un autre rapport entre professeur et élève, et entre élèves où se développe la coopération et non la compétition. La science doit s'appuyer sur des expériences concrètes et sur la raison. Elle ouvre l'esprit à une culture générale avec les multiples savoirs, leur propre nature et leurs interactions, pour susciter une réflexion personnelle ouverte sur d'autres regards et connaissances. Le rythme propre à chaque élève et ses capacités sont respectés. « Le but final de l'éducation ne devant être que celui de former des être libres et pleins de respect pour la liberté d'autrui. » (Bakounine).

L'éducation ne doit pas usiner des robots, serviteurs zélés du pouvoir de l'État et de la religion qui inculquent une idée de l'être qui n'est pas le moi réel de l'individu, et employés modèles exploitables du capitalisme et son fantasme de toute-puissance. L'éducation, c'est se désaliéner de l'exploitation et de la domination d'une idéologie ou de l'argent, abstraction coupée du réel.

« C'est dans les têtes et les cœurs que les transformations ont à s'accomplir avant de se changer en phénomènes historiques. » (Élisée Reclus).

« C'est à l'individu lui-même qu'il faut revenir pour trouver les causes d'une transformation générale. » (Élisée Reclus).

L'être humain est sorti de l'évolution des espèces par mutation génétique qui fixe chaque espèce, et de l'évolution d'une espèce, les hominidés, notamment avec l'accroissement cérébral. Avec l'*homo sapiens*, l'acquis supplante l'inné et se fonde sur l'individu qui apprend de l'autre, invente, transmet. L'évolution de la société est la somme des évolutions individuelles dans leurs relations.

L'individu est doué de sociabilité. Le social ne s'oppose pas à l'individualité, il lui est complémentaire. Personne ne sait tout, et a besoin de l'autre. Cela n'empêche pas sa personnalité de se réaliser. La solidarité donne les moyens de la liberté. C'est le socialisme libertaire par libre association.

Tous les systèmes, outre l'exploitation et la domination, imposent une idée de l'être qui aliène le moi réel de l'individu, ce qui renvoie à une tendance de l'être humain à s'inventer un être imaginaire.

C'est aussi à l'individu de s'en désaliéner. « L'individu perd son réel à vouloir corporiser l'idée de soi. À éprouver du plaisir à être tel qu'on est, on cesse de poursuivre un idéal. » (Stirner).

Dans la pensée anarchiste, à la cohésion sociale s'ajoute la cohérence de l'individu.

« L'être est issu du néant. » (Lao Tseu).

Une société ne règle pas tout et certains problèmes, sources de frustration, d'échecs, de chagrin, sont à résoudre par l'individu. Notamment le savoir à la mort, spécifique de l'être humain, à l'origine d'un sentiment d'absurdité de la vie, d'angoisse de néantisation ou d'inquiétante étrangeté à soi-même. Pour échapper à cette conscience, l'être humain cherche des chimères économiques, sociales, politiques, religieuses, s'y aliénant.

« L'inconscient se considère comme immortel. » (Freud). Mais d'intégrer ce savoir lui apporte un sentiment d'identité, d'être soi et non une idée de soi. Il y trouve sa liberté.

« En même temps que la révolution sociale et économique indispensable, nous attendons tous une révolution de la conscience qui nous permettra de guérir la vie. » (Artaud). **J. M.**

Dans le ventre de la bête

Les livres sur la prison, et souvent hélas la prison elle-même, sont familiers aux anarchistes. Pourtant *Dans le ventre de la bête* de Jack Henry Abbott, tiré de ses lettres à Norman Mailer secoue. En surface, la vie d'Abbott est celle de tant d'êtres humains abandonnés, puis écrasés par la brutalité sociale : né en 1944 sur une base militaire, il grandit dans des foyers d'accueil. On l'enferme de 12 à 18 ans dans une maison de correction. Cinq mois de liberté. Pour un chèque sans provision, il écope d'une peine de durée indéterminée, ne pouvant excéder cinq ans, dans un pénitencier. Au bout de trois ans, il tue un prisonnier dans une bagarre. Dix-neuf ans à tirer. Il passera « plusieurs » de ces années au mitard ou dans l'équivalent des QHS. Il écrit à Norman Mailer, qui le poussera à publier ses lettres. Le livre, paru au moment où Abbott est libéré sur parole, connaît un énorme succès. Puis, incapable de fonctionner dans le monde normal qu'il n'a en gros jamais connu, Abbott poignarde un serveur de restaurant.

Reste le livre. Pendant ces années, années répétons-le de QHS, Abbott fut parfois autorisé à lire. Il lut Hegel. Et Kant. Et Schopenhauer. Et de la logique formelle, et de la physique fondamentale !

Voici ce qu'il écrit sur un mitard :

« C'était le noir complet. Pas un rayon de lumière ne pénétrait dans cette cellule, pas un, et je cherchais, tous les jours qui suivirent, ce rayon espéré, millimètre par millimètre, le long de la porte et des murs. L'obscurité était si absolue que j'avais l'impression d'être dans de l'encre. La seule lumière que je voyais, je la voyais en fermant les yeux. Alors, j'avais un éclat lumineux de brillance et de couleurs pareil à un feu d'artifice. Il disparaissait dès que j'ouvrais les yeux. C'est une chose de se porter volontaire pour une expérience, de se laisser intentionnellement plonger dans l'obscurité comme cela. C'est autre chose d'y être forcé, de se voir supprimer la lumière. Mes yeux avaient faim de lumière, de couleur, comme la bouche d'un homme assoiffé peut avoir soif de salive. Ils devinrent si sensibles que si je les touchais, ils explosaient en éclats lumineux, en gerbes d'étincelles blanches qu'on aurait dites projetées par un jet d'eau. Dès que je faisais le moindre mouvement dans la cellule, la poussière (2 cm d'épaisseur !) se collait à mes narines. Des insectes couraient sur moi quand je m'allongeais et je devins une boule de nerfs à vif. Je comptais vingt-trois jours en me basant sur le rythme des repas (un sas maintenait l'obscurité). Puis, un jour, je me levai, j'avais soif et j'allai à tâtons vers le lavabo. Ma main rencontra la tasse et je la saisis dans la main droite. Je fermai les yeux un instant et une gerbe de rouge et de bleu m'éclaboussa. J'ouvris les yeux sur une obscurité de pleine nuit. Avec ma main gauche, je cherchai le bouton pour faire venir l'eau. Je le poussai et pus entendre l'eau couler goutte à goutte. Je mis ma tasse sous l'eau. Quand j'estimai qu'elle était pleine, je la portai avec précaution jusqu'à mes lèvres et je l'inclinai pour boire. Je sentis les pattes et le corps de plusieurs insectes courir sur mon visage, sur mes yeux et dans mes cheveux. Je jetai violemment la tasse et portai les mains à mon visage, dans une réaction électrique. Mes yeux se fermèrent et le feu d'artifice jaillit à nouveau. J'entendis quelqu'un crier au loin, et c'était moi. Je m'écroulai contre le mur et comme une catapulte fus rejeté contre le mur opposé. Je titubai d'avant en arrière de la porte aux murs, hurlant.

Fou

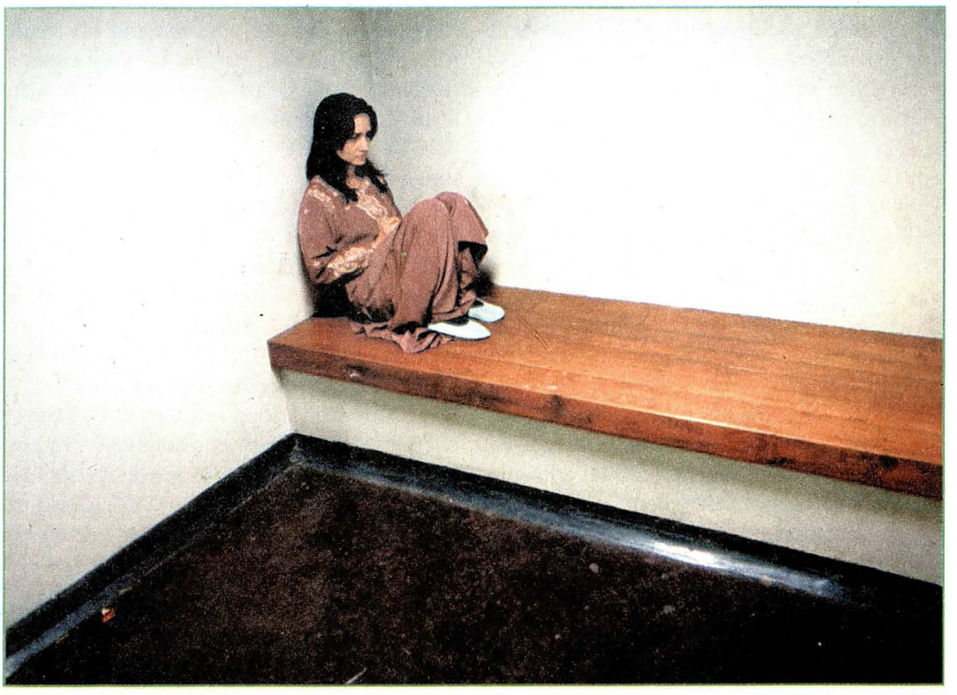
Quand je repris conscience, j'étais dans une cellule ordinaire. On m'avait retiré de la cellule aveugle. Chaque centimètre de mon corps était noir de crasse et mes cheveux étaient complètement emmêlés. »

Abbott fut aussi condamné à la « diète forcée », soit un seul « repas » par jour, un tout petit peu de pain et un peu d'eau.

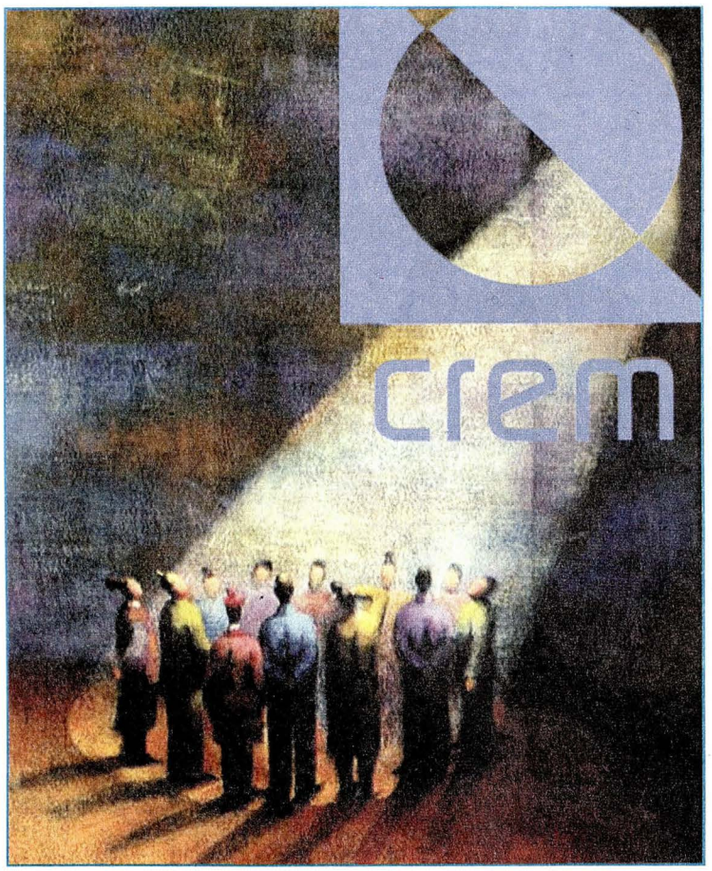
« J'ai appris un petit secret au cours de cette période. Un détenu de plus de soixante ans me l'a transmis : les cafards sont une source de protéines. Écrasez ce que vous avez attrapé ce jour-là dans un morceau de pain et avalez le tout comme une grosse pilule. J'ai été plus loin avant que ce soit fini, j'ai avalé tous les insectes que je pouvais attraper. Cela vous donne une sensation de changement de métabolisme quand vous commencez à crever de faim. En état de privation de nourriture, vous aurez peut-être une défécation mais pas deux. Votre estomac rétrécit aux dimensions d'une balle compacte. C'est ce qui provoque les affres de la faim. Quand il a complètement rétréci, vous ne sentez plus ces spasmes. Vous n'avez plus faim, bien que le reste de votre corps commence à ressentir la douleur et à la prolonger. Vos membres expriment la faim quand votre tissu musculaire commence à se désagréger. C'est une douleur étrange à ressentir. Le besoin de manger devient besoin de dévorer comme un animal. Je me suis surpris une fois à considérer le bras d'un maton en ressentant une excitation pareille, je crois, à celle d'un animal carnivore qui aperçoit son dîner sur pied. C'était comme si je pouvais sentir son sang. »

La prison est censée rééduquer. N'est-ce pas ?

El Mirador



Un sujet de laboratoire le management



Combien de fois par jour entendons-nous les termes de « management » et d'« économie » sur les ondes ? Mais que signifie-t-il ? « Management » est emprunté au vocabulaire anglo-saxon. Il signifie « ensemble des connaissances concernant l'organisation et la gestion des entreprises »[1] et, par extension, « l'équipe dirigeante d'une entreprise ». Ce terme reste donc du domaine purement patronal... Quant au terme « économie », il désigne couramment « la science qui a pour objet la connaissance des phénomènes concernant la production, la distribution et la consommation des ressources, des biens matériels dans la société humaine ».

Ainsi, au sens strict moderne, l'économie serait une science, dont le sujet d'étude peut être l'économie capitaliste ou marxiste, pour ne considérer que les deux seuls ayant le droit de cité dans les cours d'économie. Cependant, l'économie en tant que science pourrait très bien s'intéresser aux propositions anarchistes, sans pour autant que nous, anarchistes, nous nous braquions...

Malheureusement, je reste convaincu (il ne s'agit jamais que d'une intime conviction) que toutes autres propositions économiques, que les deux évoquées plus haut, n'ont jamais intéressé que les ethnologues pour des raisons d'ailleurs hautement injustifiables dites de « primitivité ».

Ainsi, à l'université de Rennes I, faculté des sciences, existe un Centre de recherche en économie et management (CREM), dont la seule désignation ne laisse donc aucun doute sur l'orientation et la philosophie qui chapeaute ses recherches. Si l'on en croit l'article cité en note, ce CREM s'est récemment doté d'une « plate-forme technologique » (*sic*) : le Laboratoire d'expérimentation en sciences sociales (LABEX). Ce laboratoire est composé de vingt ordinateurs, dits « postes clients », et de deux postes de commandes, dits « serveurs », fonctionnant en réseau. Cette plate-forme technologique, pour reprendre le terme ronflant de la revue, permet de « procéder à des simulations de prise de décision au sein d'un environnement (le truc informatisé décrit plus haut) dont les variables décisives sont contrôlées ».

L'objectif est d'obtenir des « données pertinentes et fiables » (c'est scientifique !) pour améliorer les connaissances de ces chercheurs (mais surtout des patrons pour le coup) dans « la négociation, la résolution des conflits ou la coopération, les incitations, les choix dans les situations de biens publics ».

Ces domaines, tirés exactement de l'article cité plus haut, ne relèvent donc que des ressources humaines ou de la publicité, et s'inscrivent véritablement dans une idéologie capitaliste où il faut protéger les intérêts de l'entreprise et de ses actionnaires.

Cela annonce de bons moments pour les travailleurs et vient renforcer un arsenal de formation et de recherche dans le seul intérêt du patron. Ce type de projet est à rapprocher de ces patrons qui reçoivent une formation au comportement à observer en garde à vue...

La suite de l'article n'est guère mieux puisque, parmi les autres sciences sociales intéressées par ce laboratoire, il y a le marketing et les sciences politiques... Tout un programme !

Dans le LABEX, en service depuis janvier 2004, les expériences réalisées ont concerné la contribution aux biens publics, l'économie d'Internet, l'économie publique ou encore le comportement des usagers d'Internet, pour les exemples cités. Les sujets expérimentaux ont d'abord été recrutés (et payés pour ne pas qu'ils répondent n'importe quoi !) parmi les étudiants et va bientôt « faire participer des créateurs d'entreprise ».

Pour finir, l'article affirme bien que ce laboratoire est un outil d'analyse et d'aide à la décision pour les décideurs publics et privés, et ce à moindre coût.

Voici donc encore un exemple de la collusion entre science et économie capitaliste. Rien d'exceptionnel au demeurant, mais le cas du LABEX méritait bien d'être signalé aux lecteurs du *Monde libertaire*. Pour autant, il faut reconnaître que la méthodologie de recherche reste probablement pertinente, mais comme toujours ses finalités sont ô combien discutables.

Pour en savoir plus : http://labex.crem.univ-rennes1.fr

Gwenolé Kerdivel

Liaison FA Retiers-Janzé-Châteaubriant

1. Les définitions proviennent du Robert, édition 2000. Les citations sont extraites de l'article : « Un laboratoire d'expérimentation en sciences sociales à Rennes I », Campus, n° 79, p. 3.

Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de France

Les résultats du vote au référendum sur le Traité constitutionnel européen viennent, non pas de révéler (le 21 avril 2002 l'avait déjà montré), mais de prouver que la démocratie représentative à la française (et on pourrait le dire aussi de toutes les prétendues démocraties représentatives) ne vaut rien. Elle a implosé depuis longtemps, même si la lumière de la chose ne nous parvient qu'aujourd'hui.

Jacques Langlois

LE PEUPLE, que certains démocrates voudraient dissoudre, a voté non à 55 % des suffrages exprimés contre le libéralisme et ses effets constatés depuis plus de vingt ans. Et il se trouve des éditorialistes, comme en ce 30 mai, genre July, pour déverser leur venin revanchard et mesquin contre ce vote « populiste », irrationnel, révolté. Comme si le peuple n'avait pas de cerveau et ne méritait pas les élites qui prétendent le représenter et lui indiquer ce qu'il faut voter: votez, mais seulement oui, quelle superbe conception de la démocratie! Vous voulez voter non, alors préférez l'abstention (Raffarien), quel appel au sens civique! Si la ratification s'était faite au parlement, 90 % des députains (un général, dégénérés, un maréchal [nous voilà], des maraîchers, un député, des députains) auraient voté oui. Quelle représentativité, quelle légitimité! En 2002, Chicaros, l'exonéré de poursuites judiciaires par ses amis, par lui nommés au Conseil constitutionnel, a réuni péniblement 19 % des exprimés au premier tour des présidentielles, soit 13 % des inscrits sans même parler des 8 % de non-inscrits. Et, suite à l'appel des socialistes, qui auraient dû prôner l'abstention, il a obtenu 82 % des exprimés au deuxième tour. Après le coup de la fracture sociale en 1995, il nous faisait celui du sursaut républicain à la présidentielle de 2002 et aux législatives suivantes.

Mais, dès sa nomination en mai 2002, le gouvernement raffarien lançait la plus vaste offensive antisociale vue depuis la Révolution française, celle qui avait supprimé les corporations, interdit les associations, inventé la semaine de dix jours, supprimé les jours de fête religieuse chômés, refilé la propriété aux spéculateurs et bourgeois, guillotiné les opposants. Et, en 2005, Chiracos, élu de tous les Français, transforme le référendum en plébiscite, s'engageant à fond pour le oui, et, une fois battu à plate couture, ne se retire même pas! Rien d'étonnant à cela; ce monsieur, qui doit faire rire de la France à l'étranger au moins autant que le nouveau duce, Berlusconi, est l'homme de toutes les promesses non tenues, de tous les reniements, de toutes les combinaisons politiciennes, y compris contre les politiciens de son bord. En 2002, au lieu de retisser le lien social, il n'a songé qu'à consolider son pouvoir: chambre, sénat, conseil constitutionnel, CSA, toutes les autorités de régulation, tous les présidents d'entreprises

publiques, toutes les nominations importantes de magistrats mis au pas (magistrature, debout [vraiment ?], assise [ça oui sur les décorations et les bons postes] et finalement couchée chez les chercheurs de procureurs en hélicoptère au Népal).

Élu, Le Pen aurait été bien moins nuisible car il n'aurait disposé d'aucun des pouvoirs institutionnels que Chiracos a monopolisés au profit de sa clique et de sa position personnelle. Jamais sous l'étiquette périmée de démocratie, le pouvoir n'a été autant trusté. La date de péremption de cette mascarade de démocratie était dépassée depuis longtemps quand est survenu le coup de tonnerre du 29 mai et le tsunami de la révolte du peuple.

Côté socialos en peau de lapin, on a signé dans le dos du peuple toutes les avancées vers l'Europe libérale, on a privatisé plus que la droite, on a fait voter oui à Maastricht (1992 sous Tonton), on a accepté toutes les directives (énergie, poste, rail) torpillant les services publics marchands à la française (devenus les SIEG dans le traité), on a subventionné l'enseignement catholique, on a signé le traité de Nice, devenu subitement désastreux, on a appuyé la création de la Banque centrale européenne et de l'euro transformé en pacte de stabilité.

Le très plat Hollande, sa favorite Royale, le lifté et amaigri DSK ne pouvaient donc qu'appeler à voter oui ; sinon ils auraient désavoué toutes leurs positions antérieures. De plus, se présentant comme partisans du oui pour permettre, prétendument grâce au traité, des avancées, ils pouvaient tenter de se présenter comme les défenseurs d'une approche plus sociale, maintenant pour faciliter le vote oui et ensuite pour le futur sous forme de chèque en blanc afin de se procurer le monopole dudit social et l'aura de sa préservation.

Quelle politique politicienne et même du pire : favoriser la création de structures formant un étau d'accélération du libéralisme antisocial, pour ensuite brandir l'étendard d'une politique sociale alors devenue impossible. Cela leur aurait permis de continuer leur petit jeu de bascule entre le national et l'européen sur le thème éculé de, c'est pas nous, c'est l'Europe. Car ce traité, s'il ne fait que reprendre les traités antérieurs qui ont peu à peu créé les conditions objectives et mécaniques du pur marché concurrentiel, présente cependant le caractère supplémentaire de les constitutionnaliser *ad vitam aeternam* et surtout, machiavélisme suprême, de les faire légitimer par le peuple !

Eh bien, ce dernier a refusé le marché, si je puis dire. Ces socialos de salon, depuis longtemps coupés du peuple, car ne s'y trouvent presque que des fonctionnaires, ont organisé une votation des militants : 59 % de oui.

Eh bien, les électeurs ont exprimé l'inverse, 63 % de non. Supprimez-moi ces électeurs indociles qui prouvent que nous aussi, socialistes putatifs (rarement ce mot n'est allé aussi bien à de soi-disant représentants politiques), nous ne représentons rien ni personne. Il faut laisser les décisions sérieuses à ceux qui peuvent comprendre les choses, surtout quand le texte du traité a été rédigé avec ruse pour systématiquement cacher les envolées libérales derrière les doux mots de droits théoriques et formels de la prétendue charte des droits fondamentaux. Pourquoi ne pas faire voter les seuls propriétaires comme du temps de Guizot, lequel militait pour le suffrage censitaire ?

Les Verts, qui rient jaune aujourd'hui, ont commis le même impair. Notre prétendue démocratie représentative a affiché spectaculairement son implosion. Les partis monopolistes du suffrage, protégés par un mode de scrutin favorisant la bande des quatre, qui ne s'en plaignent pas et qui n'ont jamais, malgré des promesses, instillé un peu de proportionnelle, ce que le cureton Bayrou vient de relancer, ont dans la foulée radicalement explosé. Hollande, notre bas pays (au sens de païse) va en faire tout un plat... de nouilles trop recuites. Fabius, qui a porté l'Europe libérale sur les fonts baptismaux, tente de se refaire une virginité sociale. Le PCF cherche à retrouver une identité et à ressusciter.

Tous les retournements de veste sont là, et Sarko (phage en ce qui concerne le social, et phyle en ce qui touche à sa position personnelle) vient déjà d'annoncer que la France était frileuse, rigide, herbivore comme un dinosaure (lui est un carnassier, *homo homini lupus* prétend le libéralisme hobbésien !). Ainsi va-t-on perdre les deux ans ou presque qui nous séparent de la fin du processus de ratification et de la présidentielle de 2002 en lutte des places au lieu d'établir un vrai projet et de le négocier.

Les anars savent depuis longtemps que la démocratie représentative bourgeoise est trompeuse et fausse. Cependant trop d'entre eux jettent le bébé avec l'eau du bain, car ils confondent les formes et procédures de l'actuelle démocratie avec une représentation authentique. Ils ont aussi trop tendance à jeter le politique aux oubliettes alors que Proudhon a montré qu'il était nécessaire. Je ne peux m'étendre ici mais mon dernier livre (*Agir ensemble dans un monde partagé*, sous-titré *lien social et démocratie*) essaie de montrer que l'on peut organiser une vraie démocratie représentative.

Les anars dogmatiques répondront que se faire représenter, c'est installer une coupure entre dirigeants et dirigés. Pas forcément de façon négative et, du reste, comment éviter la mise en place d'une représentation, si elle est authentique, dans un grand pays ou dans une vraie fédération de 25 peuples ?

Quant à Proudhon, je montrerai dans des articles du *Monde libertaire* qu'il n'était pas anarchiste au sens de la disparition de tout pouvoir politique au profit de contrats librement passés entre associations fédérées (qui et quoi va les fédérer ? N'oublions pas qu'avant qu'il y ait passation de contrats il faut d'abord

qu'il y ait un droit des contrats ! Qui va l'édicter ?). Organiser la démocratie réelle serait un premier point du projet à établir, si l'on ne veut pas que la classe politicienne continue ses petits jeux malgré le désaveu qu'elle vient de prendre en pleine poire, si l'on veut que le pouvoir médiatique, lequel a pris massivement et outrageusement position en faveur du oui et matraqué l'audience dans une abominable absence de démocratie, continue de nous bourrer le mou.

Un deuxième aspect de la construction d'un projet, est de forcer, si besoin est, les oppositions au libéralisme (Attac, Copernic, forum social, syndicats comme Sud, etc.) à se fédérer et à débattre d'un projet de contenu fondé sur la solidarité et la justice en vue de l'établir en commun dans un débat public avéré.

Pour ce faire, il faut frapper le capital à la caisse : ne rien acheter de durable pendant un an, retirer son fric liquide des banques et le mettre dans une lessiveuse pour qu'elles ne s'en servent pas, boycotter les marques, exiger des explications sur ses factures d'eau, de téléphone, d'électricité, etc. Pourquoi, aussi, ne pas en appeler à la grève générale au lieu de faire des manifs répétitives, des pétitions, des grèves ponctuelles et dispersées ?

De toute façon, on peut agiter les mécontentements à la base partout où des contre-structures pourraient être favorisées et faire boule de neige. C'est à débattre, mais l'axe efficace de l'action est de ne plus jouer le jeu de la consommation et du fric en visant les sources de profit du capital et de l'État.

Parallèlement, les vraies forces de gauche encore si peu organisées, si peu fédérées et toujours bien faibles, doivent saisir les résultats du scrutin pour renforcer le mouvement social et, au passage, exiger des élections législatives anticipées.

En effet, dans le cas contraire, ceux qui négocieraient avec les partenaires européens seraient ceux-là mêmes qui ne le peuvent pas : ils ont été totalement délégitimés et ne peuvent, sauf farce tragi-comique, faire renégocier ce qu'ils ont eux-mêmes vendu lors des marchandages européens et des maquignonnages entre gouvernements libéraux ou socio-libéraux pour mettre en place définitivement le carcan libéral. Celui qu'ils ont préparé patiemment par la stratégie du saucissonnage, de l'élargissement en seul marché concurrentiel et des petits pas irréversibles.

Le traité était le point d'orgue de cette stratégie de casse du social avec en plus le mensonge éhonté qu'il n'avait rien à voir avec la situation française ! Plus qu'un carcan, un étau. Voyons quelles sont les mâchoires de cet étau. La première est la Banque centrale européenne totalement indépendante du pouvoir politique et sa mission unique de défense de la stabilité des prix. Toute politique budgétaire de relance est quasiment interdite. Dans le calcul des déficits des budgets (interdits au-delà de 3 % du PIB), on considère le budget d'investissement (cela pour tuer la relance par l'investissement). De plus la banque est censée surveiller a priori les budgets des États et protester devant la Commission. La deuxième réside dans le budget européen, actuellement à un niveau de 1 % du PIB de l'Union (plafonné à 1,27 % mais moult États de l'UE ne veulent pas dépasser 1 %). Une bonne part de ce budget est déjà bouffée par la politique agricole commune.

Ce n'est pas avec une part aussi ridicule que l'on pourra vraiment aider les pays entrants ou récemment entrés dans l'UE. Il est interdit à l'UE d'emprunter et de prêter. C'est pourquoi, réduits à ne pas faire plus de 3 % de déficit et peu subventionnés pour investir, ces pays n'ont plus que le choix de faire du dumping social et fiscal. Le budget commun pouvait-il s'accroître ? C'est là que l'on trouve la troisième mâchoire : le système de prise de décision dans l'UE.

Le pouvoir réel est dans le Conseil des ministres au niveau politique et dans la Commission au niveau exécutif. De nombreux domaines font l'objet de la prise de décision à l'unanimité (fiscalité, bien des domaines du social), ce qui organise l'impuissance de l'Union dans les domaines concernés.

Pour le reste, il y a vote à la majorité qualifiée avec minorité de blocage (quatre pays). Même pour ce mode de prise de décision, il y a impuissance. Notamment, cette façon de décider ne facilitait pas du tout les coopérations renforcées entre États (il faut l'unanimité et neuf États), dont on s'est gargarisé par ailleurs avec l'A380.

Une autre branche de l'automatique tenaille rejetée est dans le petit jeu entre les droits théoriques (dans l'union) et les droits réels (dans les États avec interdiction d'harmoniser les droits sociaux et d'en créer de nouveaux) avec la redoutable balançoire entre les niveaux nationaux et l'échelle supranationale.

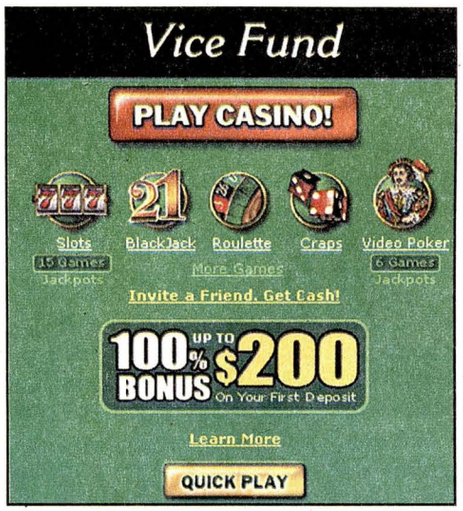
Mais il y a aussi l'infernale puissance administrative de la Commission qui propose seule les lois communes, avec un conseil qui décide sur la base des seules propositions qu'elle lui soumet. Ce sur quoi il voit, c'est l'étalement des décisions dans le temps, ce qui a permis de tisser fil après fil la toile d'araignée libérale.

Alors, une fois que les structures de cet étau auraient été figées par l'adoption du traité, quelles marges de liberté restait-t-il aux différents pays ? La concurrence sauvage entre eux avec tous les effets que l'on a déjà constatés depuis plus de vingt ans. La tenaille était en dur, il leur restait le mou, Mouvement opportuniste universel.

Autre aspect du contre-projet : abandonner la politique de grandeur de la France, renoncer au nationalisme, militer pour une Europe fédérale mais sur la base d'un fédéralisme socio-économico-politique. Le traité fédéralisait l'impuissance politique d'une vague réunion d'États-nations et ne fédérait que le libéralisme économique et le domaine financier et économique que l'Europe organisait sur la base de la guerre de tous contre tous au nom de la libre circulation. La France supprime son armée de métier et consacre 10 % de son PIB au développement et à la coopération en direction avec les pays du SUD (moyennant contrats). La France renonce à la puissance économique et militaire et prend la tête de la défense des idéaux de 1789 sur toute la surface de la planète.

Son magistère moral et universaliste remplace les bombinettes et le pouvoir des multinationales, fussent-elles françaises. J. L.

L'argent, le vice et la vertu



Les anarchistes sont rarement riches. Il faut remédier d'urgence à cette triste situation. Par bonheur, la porte de la haute finance nous est ouverte. Cet été, le Money Portal Group, oui le groupe du portail de l'argent, introduira en bourse ce qu'en français on appellerait une sicav, qui se spécialisera dans les « sin stocks ». Les actions du péché. Qu'est-ce à dire ?

Eh bien, cette sicav achètera les actions des compagnies de tabac, d'alcool et de jeu, et sollicitera les prises de participation des investisseurs européens. M. Craven, le dirigeant du Portail, a déclaré (*International Herald Tribune*, 4 juin 2005) :

« Nous savons tous que l'entreprise parfaite n'existe pas. Suggérer le contraire serait faire preuve de condescendance. »

Nous approuvons entièrement la première phrase de M. Craven. Quant à la seconde, peut-être faut-il seulement se résigner à une syntaxe bizarre et enlever « descendance ». Incontestablement, la décision de M. Craven (un nom prédestiné, puisque c'est celui d'une marque de cigarettes, d'une part, et que, d'autre part, le mot « craven » signifie couard) se comprend, du point de vue financier. L'*International Herald Tribune* nous rappelle qu'un investissement accompli il y a cinq ans dans le secteur du tabac vaut actuellement 85 fois plus qu'un investissement accompli dans le secteur des technologies de l'information ! Et, en 2004, l'index Standard & Poor des producteurs d'alcool a monté de 14 %, cependant que l'index général se contentait d'un misérable 9 %. L'*International Herald Tribune* ne publie pas les données correspondantes sur les salaires et le pouvoir d'achat.

M. Craven est un copieur. Car l'idée vient de la source même du progrès, les États-Bénis, où, depuis 2002, existe le Vice Fund, dont on admettra que le nom est assez peu « craven ». Le Vice Fund se spécialise dans le tabac, l'alcool, le jeu, l'aérospatial et la défense. Le Vice Fund rapporte tant qu'il appartient aux 1 % des meilleurs fonds à secteurs variés.

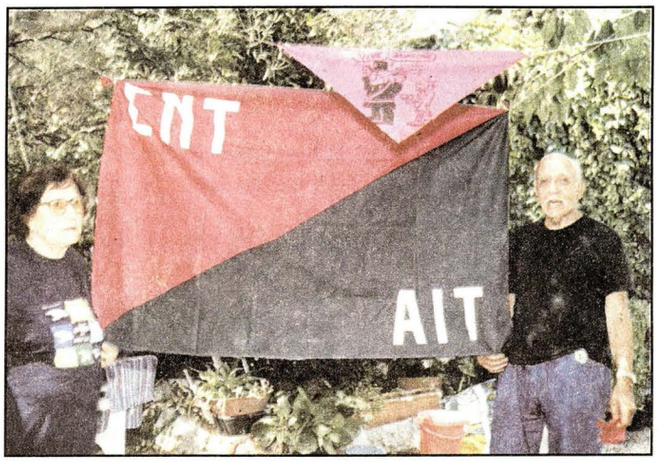
Qu'on se rassure : le capitalisme à visage humain existe. Il prospère dans l'investissement éthique, une phrase aussi jolie que « développement durable ». L'investissement éthique, comme son nom l'indique, ne soutient que le capitalisme propre sur lui et bien élevé. Ça rapporte quand même. Pax World, l'un des « plus vieux et plus gros fonds socialement responsables » (dixit l'*International Herald Tribune*) pèse un milliard de dollars. Une part de l'investissement éthique vient de gens assimilables aux dirigeants d'ATTAC, qui tolèrent le marché s'il n'a pas trop visiblement les mains dans le sang. Une autre part, plus folklorique, vient des religions. Ça rapporte toujours. Les British Church Commissioners qui gèrent, excusez du peu, 3,9 milliards de livres sterling pour le compte de l'Église anglicane, ont fait 13,6 % de profit en 2004 (le livret A de La Poste est à 2,5 %). Le président des Aquinas Funds (oui, Aquinas comme saint Thomas d'Aquin) affirme que la naissance des sicav religieuses est due au Centre interfoi de l'entreprise responsable qui milita dès 1970 pour l'investissement éthique.

Il ne précise pas si le Centre interfoi inclut les fonds islamiques. Le dollar musulman, en sus de repousser le tabac, l'alcool et le jeu, fait aussi la guerre à la pornographie, et, bon sang mais c'est bien sûr, au porc. Olida en pleure encore. La vie de dirigeant de fonds d'investissement religieux est difficile : l'écheveau des possessions enchevêtrées doit être déroulé jusqu'au bout pour dénicher le péché. Prenez Catholic Values, le fonds créé par la fondation Ave Maria, elle-même tenue par le chef de Domino's Pizza. Catholic Values n'achète plus d'actions de Pepsi-Cola. Un marchand de pizza qui n'investit plus dans Pepsi ? Faut-il y voir la main sinistre de Coca-Cola ? Point ! Pepsi étend la sécurité sociale (aux États-Bénis, la sécurité sociale est si insuffisante qu'elle est en général complétée par les grandes entreprises) aux couples non mariés ! Pas simplement les couples homosexuels, tous les couples non mariés. On est éthique ou on ne l'est pas. Sans parler des participations croisées : en d'autres termes, toute compagnie possédant des actions de compagnies fabriquant ou vendant la pilule abortive RU-486 est anathème ! C'est à s'arracher les cheveux. Enfin, pas trop : les fonds catholiques, qui pourchassent l'avortement et « les distractions non familiales », lisez les magazines de fesse, investissent dans l'armement. Dieu est aussi le dieu des armées. Une question nous brûle les lèvres : refuser d'investir dans des entreprises pour des raisons éthiques et non pas financières, n'est-ce pas induire un cruel manque à gagner ? La réponse vient (*International Herald Tribune*) de M. Oldman, employé par un agent de change londonien qui pense que les fonds éthiques sacrifient probablement 0,5 % de profit potentiel par an. « Ça n'a l'air de rien, mais si vous additionnez ce que cela représente sur dix ans, alors oui, cela fait une différence ». Honneur aux héros du capital.

Nestor Potkine

Pepita Carpena

1919-2005



Photos Patrick Lingueglia

Le Centre international de recherches sur l'anarchisme de Marseille a la tristesse d'annoncer la mort de Pepita Carpena, survenue le 5 juin à Marseille. Pepita Carpena (Josefa Carpena Amat) est née à Barcelone en 1919. Ouvrière anarchiste, elle prend part très jeune à la Révolution espagnole dans les rangs de la CNT, dans la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL) et dans le mouvement Mujeres libres. La victoire de Franco l'oblige à s'exiler. À Marseille, elle va participer aux activités de la CNT puis du CIRA. Elle en a été la coordinatrice de 1988 à 1999.

Sa vie militante bien remplie est racontée dans *De toda la vida*, brochure publiée en 2000 par les éditions du Monde libertaire et Alternative libertaire dans la collection Graine d'ananar.

Pepita Carpena, ébauche d'une biographie

D'avril 1992 à juin 1993, Pepita Carpena a rédigé ses mémoires en castillan. Ils avaient pour titre *De toda una vida : vivencias*. Elle a traduit ce texte en français sous le titre *Toute une vie : mémoires*. Ce texte photocopié a été diffusé en 1998. Il a été repris en 2000 par les éditions du Monde libertaire et Alternative libertaire (Bruxelles) dans la collection Graine d'ananar (72 p.).

Pepita a participé à deux ouvrages collectifs. Dans *Mujeres libres : luchadoras libertarias* (Fundación Anselmo-Lorenzo, 1999, 191 p.), elle est présente avec deux contributions : « Vivencias » (pp. 73-78) et « Solidaridad fraterna » (pp. 79-82). Ce livre a été traduit en français sous le titre *Mujeres libres : des femmes libertaires en lutte (Los-las Solidarios-solidarias*, 2000, 329 p.).

Dans les actes du colloque de Barcelone Anarquisme : exposició internacional (Fundació d'estudis llibertaris i anarco-sindicalistes, 1994, 592 p.), elle intervient dans le débat Feminismo/post feminismo (pp. 340-377).

Ses témoignages se trouvent aussi dans deux bulletins du CIRA de Marseille : « 1886. 1936 et quelques autres anniversaires » (numéros 26-27, 1986, 120 p.), « Les anarchistes dans la tourmente (1939-1945) » (numéros 29-30, 1989, 199 p.).

Pepita Carpena apparaît dans deux films consacrés à la Révolution espagnole *Un autre futur* de Richard Prost (1988-1997) et *De toda la vida* de Lisa berger et Carol Mazer (1986). On voit sa photo également dans *le Petit Voleur* d'Erick Zonca (1999).

Elle a collaboré à la presse anarchiste espagnole et française : *Cenit*, *CNT*, *le Combat syndicaliste*, *Ideas-Orto*, *Solidaridad obrera*.

Sur cette photo de groupe, à la sortie d'un meeting espagnol, à Marseille, en 1945, Pepita se trouve à droite, tenant le drapeau.

Le mystérieux Jacob Law

Au printemps 2004 naissait Égrégores, maison d'édition associative. *Le Monde libertaire* avait alors publié son communiqué appelant au soutien moral et matériel.

Un an après, le premier livre d'Égrégores éditions (éééé) sort de l'imprimerie.

Il s'agit de la réédition d'un ouvrage introuvable, *Dix-huit ans de bagne*, de Jacob Law.

Ce personnage est oublié dans les diverses histoires de l'anarchisme ainsi que dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (le Maitron). Le site Internet de L'Éphéméride anarchiste et une brochure publiée par le CIRA de Marseille (*la Propagande par le fait*, 2004) font partie des rares sources qui évoquent Jacob Law.

Né en 1885 à Balta en Ukraine, il a vécu à Odessa puis a émigré en 1905 aux États-Unis avec ses parents pour fuir les pogroms. Écœuré par l'ambiance marchande de New York, il revient en Europe, d'abord en Angleterre puis en France.

En 1907, il se trouve à Paris. Ses convictions anarchistes sont déjà bien ancrées et il décide d'accomplir un acte de propagande par le fait pensant que son sacrifice servirait d'exemple pour les opprimés.

Le 1er mai, depuis l'impériale d'un omnibus, il tire plusieurs coups de revolver en direction des cuirassiers à cheval qui symbolisent pour lui les forces de répression contre les manifestants ouvriers. Aucun membre des forces de l'ordre ne sera grièvement blessé. Mais lui-même est pris à partie par la foule et il échappe de peu au lynchage.

En octobre, lors de son procès, il revendique son acte et se déclare anarchiste individualiste. Il est condamné à quinze ans de bagne. Il restera en fait dix-huit ans en Guyane française.

À sa libération en 1925, il rentre à Paris et écrit un livre de témoignage sur ses années de captivité. Il sera publié par les éditions de L'Insurgé, préfacé par André Colomer et Georges Vidal et illustré par Jules Grandjouan.

Les témoignages sur le bagne sont nombreux. L'intérêt du texte de Jacob Law est son style qui va à l'essentiel sans fioritures. Il n'a pas besoin de faire de grandes phrases pour nous décrire l'innommable.

Il a connu tous les lieux de sinistre mémoire: l'île Saint-Joseph, l'île Royale, l'île du Diable, Saint-Laurent-du-Maroni, Cayenne et Kourou.

Il a connu la malnutrition, les maladies, les mauvais traitements, les évasions manquées, le cachot, les tentatives d'assassinat, la corruption et la violence des gardiens et des autres détenus, etc.

Ses convictions anarchistes n'ont jamais faibli pendant sa détention. Il a toujours refusé de plier. Il n'a accepté ni le travail forcé ni les situations de « planqué ». Il reproche d'ailleurs à la plupart des anarchistes (dont notre ami Alexandre Marius Jacob) d'avoir courbé l'échine. Seul, Eugène Dieudonné trouve grâce à ses yeux.

« Le bagne ne se réforme pas: il se supprime », écrit-il à la fin de sa préface. Son témoignage a été publié à une époque où certains écrivains et journalistes courageux, comme Albert Londres, faisaient campagne pour dénoncer les conditions de détention en Guyane.

Le destin de Jacob Law demeure mystérieux. Peu de temps après la publication de son livre, il est expulsé du territoire français et l'on perd définitivement sa trace. Aux historiens, donc, de fouiller les archives de Moscou, de Berlin ou d'ailleurs...

Felip Équy

Dix-huit ans de bagne de Jacob Law. Marseille, Égrégores, 2005, 110 p. (Petite bibliothèque du malséant), 11 euros.

N'autre école, n° 10 :

Filles et femmes à l'école... mauvais genre ?

N'AUTRE ÉCOLE poursuit l'aventure d'une revue syndicale, pédagogique et sociale avec la sortie de son dixième numéro. Après la précarité, le temps à l'école, les chemins d'une école émancipatrice ou encore l'apprentissage de la désobéissance, la revue s'arrête longuement (52 pages) sur la question des femmes et de l'éducation. Multipliant les éclairages, mettant surtout en avant des pratiques anti-sexistes, ce dossier entend rappeler que décidément rien n'est acquis sur cette question tant les préjugés et les stéréotypes ont la vie dure...

De l'orientation à la place des femmes dans les manuels scolaires, de la maternelle à l'université, de la face cachée de l'antisexisme ministériel à la réalité du terrain, d'hier (avec une étude sur Louise Michel institutrice et la coéducation dans les débats syndicaux du début du siècle) à aujourd'hui (avec le combat de la commission femmes de la CNT et un guide de réunions non sexistes), d'ici à là-bas (deux entretiens avec des militantes de la CGT espagnole et de la SAC suédoise), ce sont les différents visages d'une oppression et d'une lutte pédagogique et syndicale quotidienne qui sont passés en revue.

La préparation de ce numéro a mis en évidence l'écart entre les inégalités persistantes et l'idée que l'égalité est acquise; l'abondance de la littérature féministe aussi grande que l'ignorance de l'histoire de ce combat; la permanence des courants qui poursuivent leur route – y compris à travers le renouvellement des questions que semblent apporter les études sur le genre – souvent sans mémoire de leurs sources.

Nous n'avons pas fait un état des lieux du féminisme ni le point des recherches portant sur les femmes : nous n'en avons pas les moyens. Nous savons aussi que l'école n'est pas le lieu où peut s'épanouir toute la vérité d'un être, encore moins lorsqu'une personne ne se laisse pas enfermer – biologiquement, culturellement, affectivement – dans les catégories courantes que cette institution traduit de façon grossièrement approximatives et drastiquement normatives.

Au-delà de la lutte pour l'émancipation des femmes (qui ne peut être la lutte pour le pouvoir à partager ou à ravir aux hommes, mais est un aspect de l'émancipation de tous visant une société sans compétition ni hiérarchie) reste la question de la création de soi-même dans l'harmonie avec les autres... Ce numéro est une des façons de rester vigilant !

N'autre école propose aux lecteurs du *Monde libertaire* de recevoir gratuitement un ancien numéro sur simple demande.

N'autre école : 3 euros, 15 euros par abonnement, chèques à l'ordre de CNT-FTE, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

Du bout de mes orteils

JEAN-MICHEL BONGIRAUD n'est pas un inconnu pour les lecteurs attentifs du *Monde libertaire*. Il y signa quelques articles de bon aloi et en prépare d'autres (dont un sur Rimbaud, me dit-il). Mais c'est le poète qui nous revient avec ce *Du bout de mes orteils*.[1] Comme très souvent, de recueil en recueil, un thème choisi laisse libre cours à de courtes « fables » quant aux sujets, ou plutôt aux objets, dont l'écriture s'est emparée.

Je dis « fables » parce que ces courts poèmes contiennent presque toujours une « moralité », en tous les cas la révélation d'un secret entre lui et les choses, une confidence, voire une réflexion qui les dépassent.

Jean-Michel Bongiraud est avant tout – élément privilégié – un homme de la « terre ». Il y a installé sa maison et son jardin. Leurs objets et leurs outils. Dans ce recueil – toujours dans l'ordre du tangible et du nécessaire –, les poèmes sont chaussés, vêtus, couverts de la tête aux pieds. Ils nous invitent à la célébration du vêtement. D'emblée celui de la poésie, « aux mots dont elle m'habille », avec l'humilité qui convient « quand tout cela est un peu grand pour moi ».

Soutien-gorge

Les petites filles aiment à jouer aux grandes
essayer le soutien-gorge
ou chiper le rouge à lèvres de leur maman
je n'ai pour ma part
jamais pris la salopette de mon père
l'ambition d'être grand ne m'a jamais dévoré.

Devant sa cheminée, il songe aux pantoufles qu'il ne possède pas, et à partir desquelles il dénonce le pouvoir ! « Ces pensées me parviennent du bout de mes orteils », elles ont trait aux socquettes, au caleçon, au tee-shirt en passant par la casquette et le poncho. C'est de l'anti-Ponge, l'objet étant souvent escamoté au profit de ce qu'il peut dénoncer de la discrimination sociale.

De la robe, en passant par les modèles, on en vient à la « page que j'habille à ma façon ». De la légèreté de la djellaba, on en vient à dénoncer la tyrannie de la carapace, de sa rigidité. Du gilet au mouton tondu, du gibus à l'écoulement de la bêtise, les mots sont là avant toute chose, à travers l'habit (qui fait très souvent le moine) – comme ils l'étaient au plus près des objets de la maison ou des outils du jardin – pour exprimer le refus d'un certain confort intellectuel, refus que partagent les « derniers fous / à vivre entre sens et raison ». Des poètes, sûrement...

Claude Kottelanne

1. Jean-Michel Bongiraud, *Du bout de mes orteils*, éditions Editinter, poésie, 10 euros.

Errare humanum est

Dans un article intitulé « Violences faites aux femmes » de Marie-Jo Pothier, de la commission femmes de la Fédération anarchiste (*le Monde libertaire*, n° 1400, p. 7, du 26 mai au 1er juin 2005), le chapeau coiffant l'article a mystérieusement disparu. Le metteur en pages (honte à lui!) a avoué sa distraction. Pour autant, le comité de rédaction du *Monde libertaire* (crml) a demandé sa mise en retraite anticipée pour ce chapeau qui a valsé sans explications valables. À la demande de la commission femmes, nous publions ce texte :

Il y a quelque temps, je discutais avec une femme et elle m'a interpellée en me demandant: « Mais de quelles violences souffrent les femmes? Tout ne va pas si mal maintenant!» De ce fait, il m'a paru utile de mettre des mots sur les maux dont sont victimes tant de femmes dans le monde. Certains d'entre nous vont analyser cette énumération comme une plainte perpétuelle. Je dirais à l'instar de la personne qui m'a donné l'idée de cet article qu'ils ou elles ne réalisent pas l'ampleur du problème et sa gravité. La première chose à rappeler est que les femmes sont victimes de violences liées spécifiquement au fait qu'elles soient des femmes. Le deuxième fait est que ces violences touchent tous les aspects de la vie, dans des formes qui ne sont jamais anodines même si elles sont banales, et qui peuvent aller jusqu'à la mort. Ces violences subies prennent des formes multiples, et chaque femme peut en subir plusieurs en même temps. Les raisons de ces violences, liées à la culture, à la religion, aux mentalités, s'imbriquent elles aussi.

Reinaldo au musée de l'Érotisme

Notre compagnon Reinaldo, dont quelques œuvres sont visibles en permanence à la librairie Publico, vous invite au musée de l'Érotisme où il s'expose à partir du jeudi 16 juin 2005, dès 18 heures: c'est au 72, bd de Clichy, 75078 Paris. Tél. : 01 42 58 28 73.

Radio libertaire

Mercredi 15 juin

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures
Tampa Red.

18h30 à 20h30 BD avec Chantal Montellier pour *les Damnés de Nanterre*
Jeanne Puchol pour *Haro sur la bouchère*

Samedi 18 juin

de 10 h à 11 h30 Eric Hazan, auteur de *Faire mouvement*,

Dimanche 19 juin

Des mots, une voix, de 15h30 à 17 heures, recevra l'écrivain Michel Deguy pour ses livres *un homme de peu de foi* sorti aux éditions Baiyard et *Au jugé* sorti aux éditions Galiléee.

Lundi 20 juin

L'émission Le Monde merveilleux du travail de 20 heures à 21 heures sera entièrement consacré aux causes, bilan, et perspectives après leur grève d'une semaine du 30 mai au 5 juin, de la lutte des kiosquiers parisiens. Relativement atypiques puisque travailleurs indépendants, ils n'en sont pas moins de par leurs conditions de travail de véritables "galériens" de la distribution de la presse en France.

Nuit du 21 au 22 juin

Nuit Léo 38 de minuit jusqu'à matin, dans le cadre d'une journée musicale spéciale sur radio libertaire le 21 juin.

Mercredi 22 juin

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures
Zimmerman Robert et le blues.

Jeudi 23 juin

Bernard Heidsieck sera l'invité d' entre chiens et loups de 20h30 à 22heures Il est l'un des créateurs, à partir de 1955 de la "poésie sonore" et à partir de 1962 de la "poésie action". 1955 : premiers "Poèmes-partitions", et à partir de 1959, utilisation du magnétophone en tant que moyen d'écriture et de retransmission complémentaire.

89.4 MHz
en région parisienne

agenda

Jeudi 16 Juin

Merlieux(02)

une rencontre dédicace avec Serge Utgé-Royo et Thierry Maricourt de 18 à 21 heures à la Bibliothèque sociale, au 8, rue Defouquerolles.

Vendredi 17 juin

St -Lieux-les-Lavaur (81)

Spectacle de Yannis Youlountas: Sous la peau du volcan. Théâtre et poèmes pour voir où nous en sommes. A 20h30 à la salle des fêtes.

Samedi 18 juin

Chaucre(17)

Le groupe Nous autres de la Fédération anarchiste invite les libertaire s de la région à venir partager avec lui un week-end festif de travail. Au menu: plage, grillades, chants, discussions informelles, ouverture d'une bibliothèque sociale dans le locaux de Bonaventure, aménagement d'un studio destiné à l'accueil de jeunes et moins jeunes libertaires, les éditions libertaires qu'est-ce que c'est et comment s'y intègrer? Etc. Ces rencontres auront lieu à Bonaventure, 35 allée de l'Angle, Chaucre (St George d'Oléron) du samedi 12 heures au dimanche 17 heures. Inscriptions au 05 46 76 73 10.

Paris 11e

Forum à la librairie du Monde libertaire, avec Eric Hazan, auteur de *Faire mouvement*, à 16 h 30, 145, rue Amelot, M°Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Paris 18e

à 15h30 Projection du film *Venus Boyz*, un documentaire suisse de Gabriel le Baur sur les drags kings. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le genre sans avoir jamais osé le demander ! Suivi d'un débat autour du genre et des luttes anarcha-féministes animé par la Commission Femmes de la FA. À La Rue 10 rue Robert Planquette, M° Abbesses ou Blanche.

Vendredi 24 juin

Le Havre

Le groupe Zéro de conduite de la FA propose une causerie avec Jean-Pierre Levaray pour son livre *Une année ordinaire - Journal d'un prolo* (éditions Libertaires) qui sera suivie d'un concert des Porcs autonomes (chansons portuaires et porcines du Grand Ouest). Rendez-vous à 19 heures à l'Apple Pie, 18, place de Gaulle. Librairie et grignotage sur place. Entrée libre.

Samedi 25 juin

Paris 11°

Projection à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire du film *du Libertaire au Monde libertaire. Chroniques libertaires.* De la commune à aujourd'hui l'histoire du journal de Louise Michel et Sébasien Faure, suivie d'un débat avec Michelle Rollin la réalisatrice. 145, rue Amelot, M°Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Saint-Claude(39)

Rencontres libertaires.Accès : Saint Claude centre-ville Contourner la cathédrale direction Chaumont Dépasser Chaumont de 6 kms - après La Main Morte c'est là.

Dimanche 26 juin

Paris 9e

Le 14e anniversaire de Mots et Musiques avec Alain Aurenche, Frédérique, Gilbert Lafaille, Marie-Josée Vilar et bien d'autres au Théâtre Trévise, 14, rue Trévise, M° Grands-Boulevards ou Cadet. Dès 15h30. 16 ou 12 euros. Réservation : 0143847004.

Vendredi 1er juillet

Paris

à 19 H : visite du louvre coquin avec Jean-Manuel Traimond, auteur du *Guide érotique du Louvre et du Musée d'Orsay* (Atelier de Création libertaire, 2005) Rendez-vous devant la pyramide du Louvre à 19 H (prévoir, pour le ticket d'entrée et la réservation, 8 euros (maximum), ticket d'entrée gratuit pour les moins de 26 ans) (NB : nombre limité de participant.e.s)

Samedi 2 juillet

Paris 18e

à 15 H 30 fabriquez vos propres religions! Recette dévoilée par J.-M.l Traimond à partir de l'ouvrage de Pascal Boyer, *Et l'homme créa les dieux. Comment expliquer la religion* Présentation du livre et débat. La Rue10, rue Robert-Planquette M° Blanche ou Abbesses

FORUM RÉGIONAL LIBERTAIRE

Centre Culturel Le Colombier

à Sarlat ! (24)

25 & 26 JUIN

SALON DU LIVRE ANARCHISTE

DÉBATS

CONCERT

RESTAURATION SOLIDAIRE

PROJECTIONS VIDÉO

IPNS—Ni Dieu Ni Maître - Ne Pas Jeter Sur la Voie Publique

ET AUTRES SURPRISES...

Renseignements et programme au verso

CNT

Collectif Libertaire Marius Jacob

COLLECTIF LIBERTAIRE « LE DROIT DE VIVRE NE SE MENDIE PAS, IL SE PREND » Alexandre Marius JACOB

Groupe FA La Boëtie

FA

SCALP 24

solidaires - égalitaires - libertaires RÉSEAU NO PASARAN